

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2017/30134]

**23 FEVRIER 2017. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma  
et à la création audiovisuelle (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Animation : oeuvre audiovisuelle qui répond cumulativement aux conditions suivantes :

- être une création de l'imagination même si elle vise à retransmettre une réalité;
- être une oeuvre mise en scène dont la production fait appel à un story-board, y compris pour des parties de tournages laissant une place à l'improvisation;
- intégrer principalement dans son processus de fabrication la technique de prise de vues image par image, tout en visant à créer le mouvement. Les procédés usuels sont : le dessin animé, la manipulation d'objet 2D, l'animation en volume, l'image de synthèse (2D, 3D);

2° Court-métrage : fiction ou animation dont la destination est en priorité la diffusion dans le circuit des salles de cinéma et dont la durée est inférieure ou égale à soixante minutes;

3° Distributeur d'oeuvres audiovisuelles : toute personne morale qui répond cumulativement aux critères suivants :

- dont l'objet social relève en ordre principal du secteur audiovisuel et qui emploie du personnel administratif ou artistique dans le respect de la législation sociale applicable;
- disposer des droits nécessaires à la distribution d'une oeuvre audiovisuelle sur le territoire considéré;
- assurer la distribution de l'oeuvre audiovisuelle sur ce territoire;
- payer les coûts de distribution afférents;

4° Distributeur de services télévisuels : la personne morale qui met à disposition du public un ou des services télévisuels de quelque manière que ce soit et notamment par voie hertzienne terrestre, par satellite ou par le biais d'un réseau de télédistribution. L'offre de services peut comprendre des services édités par la personne elle-même et des services édités par des tiers avec lesquels elle établit des relations contractuelles. Est également considérée comme distributeur de services, toute personne morale qui constitue une offre de services en établissant des relations contractuelles avec d'autres distributeurs;

5° Documentaire de création : oeuvre audiovisuelle qui répond cumulativement aux critères suivants :

- être une création visant à présenter un élément du réel, en dehors de son traitement qui peut relever de l'animation;
- avoir un point de vue d'auteur caractérisé par une réflexion approfondie, une maturation du sujet traité, une recherche et une écriture;
- permettre l'acquisition de connaissances;
- traiter du sujet en se démarquant nettement d'un programme à vocation strictement informative;
- avoir un potentiel d'intérêt durable et autre qu'à titre d'archive;

6° Editeur de services télévisuels : la personne physique ou morale qui assume la responsabilité éditoriale du choix du contenu du service télévisuel et qui détermine la manière dont il est organisé.

7° Exploitant de salle(s) de cinéma : la personne morale et disposant d'une exploitation commerciale à écran unique ou à écrans multiples sur un même site et sous une même enseigne, à l'exclusion des salles polyvalentes, des ciné-clubs et des centres culturels. Sont également considérées comme une seule salle de cinéma les exploitations à écran unique ou écrans multiples situées dans des sites différents d'une même ville et qui appartiennent à la même société commerciale d'exploitation ou dont la programmation des salles est assurée par la même organisation.

8° Fiction : oeuvre audiovisuelle qui répond cumulativement aux critères suivants :

- être une création de l'imagination même si elle vise à retransmettre une réalité;
- être une oeuvre mise en scène dont la production fait appel à un scénario, y compris pour des tournages laissant une place à l'improvisation et dont la réalisation repose sur la prestation d'artistes-interprètes pour l'essentiel de sa durée;

9° Film d'école : oeuvre audiovisuelle réalisée par un ou plusieurs étudiants inscrits dans une école d'enseignement supérieur artistique ou d'enseignement technique de l'image, de plein exercice;

10° Film Lab : oeuvre audiovisuelle qui, par sa forme ou son contenu, propose une approche incluant le renouvellement ou l'élargissement de l'expression cinématographique et audiovisuelle et qui s'écarte des schémas narratifs traditionnels pour aboutir à une oeuvre hors normes, individuelle ou artisanale;

11° Long métrage : fiction ou animation dont la destination est en priorité la diffusion dans le circuit des salles de cinéma et dont la durée est supérieure à soixante minutes;

12° Œuvre audiovisuelle : un ensemble d'images animées, combinées ou non à du son, à l'exception des catégories suivantes :

- le programme télévisuel de plateaux, y compris celui qui présente des séquences documentaires ou de fiction;
- le programme télévisuel de divertissement, y compris celui qui comporte des éléments de scénario, une mise en scène ou un montage ou qui présente une certaine forme de réalité;
- le programme télévisuel visant à reproduire de manière fictive des programmes de plateaux;
- le reportage d'actualité;
- le magazine d'information;
- la captation simple, sans modification de la scénographie ni montage d'un spectacle vivant dès lors que ce spectacle existe indépendamment du programme télévisuel.

13° Œuvre audiovisuelle d'art et essai : l'œuvre audiovisuelle qui répond à au moins un des critères suivants :

- traduire le point de vue d'un auteur envisageant le cinéma comme discipline artistique et privilégiant dans sa démarche d'écriture et de réalisation la fidélité à sa conception de l'œuvre;
- présenter un caractère de recherche ou de nouveauté dans le domaine audiovisuel;
- être récente et avoir concilié les exigences de la critique et la faveur du public et pouvoir être considérée comme apportant une contribution notable pour la création d'œuvres audiovisuelles.

14° Organisateur de festival de cinéma : la personne morale et programmant des œuvres audiovisuelles lors d'un événement limité dans le temps et l'espace. La manifestation est caractérisée par l'ampleur du panel d'œuvres programmées et a pour objectif majeur la diffusion des œuvres tant auprès du grand public qu'auprès d'un public professionnel, national ou international, dans un souci de développement et de promotion du cinéma en tant que discipline artistique;

15° Participation : apport de tout ou partie de la rémunération d'une partie prenante à l'œuvre audiovisuelle à son financement;

16° Producteur d'œuvres audiovisuelles : la personne morale qui répond cumulativement aux critères suivants :

- dont l'objet social relève en ordre principal du secteur audiovisuel, et qui emploie du personnel administratif ou artistique dans le respect de la législation sociale applicable;
- rassembler les moyens financiers, le personnel et tous les éléments nécessaires à la réalisation d'une œuvre audiovisuelle;
- disposer d'une personnalité juridique distincte de celle d'un éditeur de services;
- ne pas disposer d'une manière directe ou indirecte de plus de quinze pour cent du capital d'un éditeur de services;
- ne pas retirer plus de nonante pour cent de son chiffre d'affaires, durant une période de trois ans, de la vente de productions à un même éditeur de services;
- dont le capital n'est pas détenu directement ou indirectement pour plus de quinze pour cent par un éditeur de services;
- dont le capital n'est pas détenu pour plus de quinze pour cent par une société qui détient directement ou indirectement plus de quinze pour cent du capital d'un éditeur de services;

17° Série télévisuelle : fiction, animation ou documentaire de création de plusieurs épisodes dont la destination est en priorité la diffusion par un éditeur de services télévisuels;

18° Service télévisuel : un service relevant de la responsabilité éditoriale d'un éditeur de services télévisuels dont l'objet principal est la communication au public de programmes télévisuels par des réseaux de communications électroniques dans le but d'informer, de divertir et d'éduquer ou d'assurer une communication commerciale;

19° Téléfilm : fiction ou animation dont la destination est en priorité la diffusion par un éditeur de services télévisuels,

20° Valorisation : tout apport en matériel et en industrie d'une partie prenante à l'œuvre audiovisuelle à son financement. ».

**Art. 2.** Dans le titre 1<sup>er</sup>, chapitre II, du même décret, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Les aides visées par le présent décret sont soumises au Règlement de la Commission Européenne n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment l'article 54. ».

**Art. 3.** Aux articles 5, alinéa 2, 14, alinéa 2, et 14/1, alinéa 2, du même décret, les mots « l'Audiovisuel » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « le cinéma ».

**Art. 4.** A l'article 8 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2, deuxième tiret, est complété comme suit : « (réécriture, travaux de recherche, préparation du financement, repérages, élaboration d'une stratégie de promotion et de distribution) »;

2° à l'alinéa 3, les mots « article 1<sup>er</sup>, 8° » sont remplacés par les mots « article 1<sup>er</sup>, 13° ».

**Art. 5.** A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les conditions et modalités de la procédure d'agrément visée à l'article 22/1 selon qu'il s'agit de l'agrément provisoire ou de l'agrément définitif »;

2° l'article est complété par ce qui suit :

« 6° le nombre maximum de dépôts de demandes d'aides devant la Commission de Sélection des Films pour un même projet et un même type d'aide. ».

**Art. 6.** A l'article 12, 4°, du même décret, les mots « œuvres audiovisuelles expérimentales » sont remplacés par les mots « films lab ».

**Art. 7.** A l'article 15 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides à l'écriture d'un long métrage, d'un documentaire de création, d'un téléfilm ou d'une série télévisuelle d'animation ou documentaire ».

**Art. 8.** L'article 16 du même décret, modifié par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à l'écriture, la demande doit être introduite :

- pour les aides à l'écriture d'un long métrage et d'un téléfilm d'animation : par un producteur d'œuvres audiovisuelles ou par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen qui répond aux conditions déterminées par le Gouvernement. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

- pour les aides à l'écriture d'une série télévisuelle d'animation ou documentaire : par un producteur d'œuvres audiovisuelles;

- pour les aides à l'écriture d'un documentaire de création :

a) pour les premiers et deuxièmes documentaires de création : par un producteur d'œuvres audiovisuelles;

b) pour les troisièmes documentaires de création ou suivants : par un producteur d'œuvres audiovisuelles ou par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen qui répond aux conditions déterminées par le Gouvernement. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen. ».

**Art. 9.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides au développement d'un long métrage ou d'un documentaire de création en fonction des critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement.

La nature de l'aide au développement est une subvention destinée à couvrir les dépenses éligibles dont la liste est arrêtée par le Gouvernement selon le type d'œuvre audiovisuelle.

Le Gouvernement arrête les montants minimum et maximum pouvant être octroyés à l'œuvre audiovisuelle visée à l'alinéa premier suivant le type d'œuvre audiovisuelle et selon qu'il s'agit d'une première, deuxième, troisième ou suivante œuvre audiovisuelle. ».

**Art. 10.** L'article 19 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. Pour pouvoir bénéficier d'une aide au développement :

1° la demande d'aide au développement est introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les demandes relatives à des longs métrages sont introduites par un producteur d'œuvres audiovisuelles constitué sous la forme d'une société commerciale énumérée à l'article 2, § 2, du Code des sociétés;

2° le producteur doit s'engager à apporter :

- minimum trente pour cent du montant de l'aide pour les documentaires de création dont au minimum quinze pour cent d'apport financier, hors participations et valorisations;

- minimum l'équivalent du montant de l'aide pour les longs métrages dont au minimum cinquante pour cent d'apport financier, hors participations et valorisations. ».

**Art. 11.** L'article 21 du même décret est abrogé.

**Art. 12.** L'article 22 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides à la production d'une œuvre audiovisuelle soit avant le début des prises de vues, soit après le début des prises de vues en fonction des critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement.

§ 2. Les aides à la production attribuées avant le début des prises de vues peuvent être octroyées aux longs métrages, aux courts-métrages, aux documentaires de création, aux films lab, aux téléfilms et aux séries télévisuelles.

Les aides à la production attribuées après le début des prises de vues ne peuvent être octroyées qu'aux longs métrages, aux courts-métrages, aux documentaires de création et aux films lab.

§ 3. La nature des aides à la production est une avance sur recettes, à l'exception des aides destinées aux films lab dont la nature est une subvention.

§ 4. Le Gouvernement arrête les montants minimum et maximum pouvant être octroyés à l'œuvre audiovisuelle visée au paragraphe 1<sup>er</sup> selon qu'il s'agit d'une première, deuxième ou suivante œuvre audiovisuelle.

§ 5. Le montant de l'aide à la production ne peut excéder cinquante pour cent du budget global du documentaire de création. ».

**Art. 13.** Dans le titre IV, chapitre IV, du même décret, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Art. 22/1. Les aides à la production sont soumises à une procédure d'agrément ayant pour objet de vérifier la viabilité technique et financière du projet d'œuvre audiovisuelle et la conformité des données du dossier d'agrément par rapport au dossier soumis à la Commission de Sélection des Films.

La procédure d'agrément se déroule en deux phases : l'agrément provisoire et l'agrément définitif. »

**Art. 14.** L'article 24 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la production, il faut respecter les critères de recevabilité suivants :

1° la demande d'aide à la production doit être introduite par :

- un producteur d'œuvres audiovisuelles qui est constitué sous la forme d'une société commerciale énumérée à l'article 2, § 2, du Code des sociétés pour les longs métrages, les séries télévisuelles et les téléfilms;

- un producteur d'œuvres audiovisuelles ou par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen pour les films lab. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

- un producteur d'œuvres audiovisuelles pour les courts-métrages et les documentaires de création;

2° le demandeur doit s'engager à respecter le support final de production arrêté par le Gouvernement selon le type d'œuvre audiovisuelle;

3° a) pour les aides à la production attribuées avant le début des prises de vues et pour les aides à la production attribuées après le début des prises de vues aux courts-métrages de fiction, un seuil de financement doit être acquis préalablement au dépôt de la demande d'aide. Le Gouvernement arrête ledit seuil selon :

- le type d'œuvre audiovisuelle;

- les critères culturels, artistiques et techniques du projet soumis par le demandeur;

- le budget de l'œuvre audiovisuelle;

- que le dossier est examiné pour la première, deuxième ou troisième fois par la Commission de Sélection des Films.

b) pour les aides à la production attribuées après le début des prises de vues, l'œuvre audiovisuelle ne peut pas avoir bénéficié antérieurement d'une aide à la production avant le début des prises de vues. »

**Art. 15.** L'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. En cas de constatation d'une modification substantielle apportée au projet d'œuvre audiovisuelle dans le cadre de la procédure d'agrément, le Gouvernement peut, après avis de la Commission de Sélection des Films, retirer ou confirmer l'aide initialement allouée.

Le Gouvernement arrête :

- les cas de modifications substantielles;

- les modalités de saisine de la Commission de Sélection des Films et sa composition;

- les délais de remise d'avis. »

**Art. 16.** L'article 27 du même décret, remplacé par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les documentaires de création, le montant de l'aide à l'écriture est déduit, le cas échéant, des montants de l'aide au développement ou de l'aide à la production attribués pour la même œuvre sur base du présent décret. ».

**Art. 17.** Le titre V du même décret est remplacé par ce qui suit :

« TITRE V. — Aides à la promotion

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

Art. 28. § 1<sup>er</sup>. Sur la base des conditions d'octroi définies aux chapitres II à IV, le Gouvernement peut octroyer des aides à la promotion d'œuvres audiovisuelles répondant à la définition d'œuvres d'art et essai au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 13°.

§ 2. La nature des aides à la promotion est une subvention.

§ 3. Il existe trois types d'aides à la promotion :

1° les aides à la promotion en festivals;

2° les aides à l'organisation d'événements en salles;

3° les aides à la promotion pour la sortie en salles.

Art. 29. Pour pouvoir bénéficier des aides octroyées conformément au présent titre, l'œuvre audiovisuelle doit remplir les conditions suivantes :

1° soit s'être vu octroyer une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV;

2° soit avoir sa version originale en langue française, sauf dérogation possible du Gouvernement, sur la base des critères suivants :

a) l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

b) les spécificités du scénario.

3° disposer d'un numéro d'immatriculation ISAN.

Art. 30. Le Gouvernement arrête :

1° le montant maximum pouvant être octroyé pour chaque aide à la promotion en fonction des éléments suivants :

a) le type d'œuvre audiovisuelle;

b) les critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement;

c) la qualité du demandeur pour les aides à la promotion sorties en salles.

2° les mentions de la Communauté française sur tout document de promotion des œuvres audiovisuelles soutenues;

3° les modalités de liquidation de l'aide;

4° les conditions dans lesquelles une avance d'aide à la promotion peut être octroyée et le montant de cette avance;

5° le délai d'introduction de la demande d'aide;

6° la liste des lieux de diffusion reconnus;

7° les conditions et modalités de reconnaissance des distributeurs.

Art. 31. Pour une même œuvre audiovisuelle, les aides visées au chapitre III ne peuvent être cumulées avec les aides visées au chapitre IV.

#### CHAPITRE II. — Aides à la promotion en festivals

Art. 32. § 1<sup>er</sup>. L'aide à la promotion en festivals vise à soutenir la promotion d'une œuvre audiovisuelle belge d'initiative francophone et son rayonnement à l'international.

§ 2. L'aide à la promotion en festivals peut être octroyée aux courts-métrages, aux longs métrages, aux documentaires de création, aux Films Lab et aux séries télévisuelles.

Art. 33. La demande d'aide à la promotion en festivals est introduite par le producteur de l'œuvre audiovisuelle.

Par dérogation à l'alinéa premier, la demande d'aide à la promotion en festivals relative à un film d'école peut être introduite par son réalisateur.

Art. 34. § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion en festivals, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° l'œuvre audiovisuelle a été sélectionnée dans le cadre d'un festival repris dans la liste arrêtée par le Gouvernement;

2° la demande d'aide comporte, sous peine d'irrecevabilité, les éléments suivants :

a) la preuve de la sélection officielle de l'œuvre audiovisuelle en festivals dans le cadre d'un festival faisant partie de la liste visée au 1°;

b) un plan de promotion;

c) un budget de promotion;

d) la date du premier jour de tournage;

e) la grille de critères culturels, artistiques et techniques, telle que déterminée par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle, complétée;

f) une copie de l'œuvre audiovisuelle sur support numérique.

§ 2. Outre les conditions visées au paragraphe premier, pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion en festivals, la série télévisuelle doit avoir obtenu une aide à la production du Fonds FWB-RTBF pour les séries belges tel que visé par l'arrêté du gouvernement de la communauté française du 12 décembre 2013 portant approbation de la convention relative à la mise en place du Fonds FWB-RTBF pour les séries belges.

#### CHAPITRE III. — Aides à l'organisation d'événements en salles

Art. 35. § 1<sup>er</sup>. L'aide à l'organisation d'événements en salles vise à soutenir la promotion et la diffusion d'une œuvre audiovisuelle d'initiative francophone.

§ 2. L'aide à l'organisation d'événements en salles peut être octroyée aux longs métrages, aux documentaires de création d'une durée supérieure à quarante minutes et aux Films Lab d'une durée supérieure à quarante minutes.

Art. 36. La demande d'aide à l'organisation d'événements en salles est introduite par le producteur de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 37. § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à l'organisation d'événements en salles, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° l'œuvre audiovisuelle a obtenu une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV;

2° l'œuvre audiovisuelle est diffusée, pendant une durée maximale de six mois, sur un nombre minimum de séances publiques événementielles dans un nombre minimum de lieux de diffusion reconnus situés sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Le Gouvernement arrête lesdits nombres;

3° la première séance publique événementielle a lieu avant la diffusion en clair de l'œuvre audiovisuelle sur un service télévisuel d'un service de médias audiovisuels belge francophone;

4° la demande d'aide comporte, sous peine d'irrecevabilité, les éléments suivants :

a) un descriptif des séances publiques événementielles envisagées;

b) un plan de promotion;

c) un budget de promotion;

d) la date du premier jour de tournage;

e) la grille de critères culturels, artistiques et techniques, telle que déterminée par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle, complétée;

f) une copie de l'œuvre audiovisuelle sur support numérique.

§ 2. On entend par séance publique événementielle, une séance faisant l'objet d'un événement promotionnel tel que débat, concert, exposition ou tout autre événement similaire à l'exclusion des séances organisées dans le cadre d'un festival.

#### CHAPITRE IV. — Aides à la promotion pour la sortie en salles

##### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

Art. 38. § 1<sup>er</sup>. L'aide à la promotion pour la sortie en salles de cinéma vise à soutenir la promotion d'une œuvre audiovisuelle belge francophone dans les salles de cinéma en Belgique.

§ 2. Il existe deux types d'aides à la promotion pour la sortie en salles de cinéma :

1° l'aide à la promotion pour la sortie en salles de cinéma pour les œuvres audiovisuelles à potentiel classique, ci-après dénommée « aides à la promotion salles potentiel classique »;

2° l'aide à la promotion pour la sortie en salles de cinéma pour les œuvres audiovisuelles à potentiel élevé ci-après dénommée « aides à la promotion salles potentiel élevé ».

Art. 39. § 1<sup>er</sup>. La demande d'aide à la promotion pour la sortie en salles est introduite par le distributeur reconnu de l'œuvre audiovisuelle.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, en l'absence de distributeur reconnu, l'aide à la promotion pour la sortie en salles peut être introduite par le producteur de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 40. Pour une même œuvre audiovisuelle, les aides à la promotion visées au présent chapitre ne peuvent pas être cumulées.

#### Section 2. — L'aide à la promotion salles potentiel classique

Art. 41. L'aide à la promotion salles potentiel classique peut être octroyée aux longs métrages, aux documentaires de création d'une durée supérieure à soixante minutes, aux Films Lab d'une durée supérieure à soixante minutes et aux courts-métrages insérés dans un programme de courts-métrages d'une durée supérieure à soixante minutes.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'aide à la promotion salles potentiel classique peut être octroyée aux courts-métrages insérés dans un programme de courts-métrages d'une durée supérieure à trente minutes spécifiquement destiné aux enfants de moins de dix ans.

Art. 42. Pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion salles potentiel classique, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° l'œuvre audiovisuelle est diffusée, pendant une période consécutive de six mois, dans un nombre minimum de séances dans des salles de cinéma ou lieux de diffusion reconnus situés sur le territoire belge dont un nombre minimum de séances dans des salles de cinéma et lieux de diffusion reconnus situés sur le territoire de la région de langue française. En ce qui concerne les séances dans des salles de cinémas et lieux de diffusion reconnus situés sur le territoire de la région de langue néerlandaise, un nombre maximum de séances peut être comptabilisé dans le nombre total de séances visé à la première phrase.

Le gouvernement arrête lesdits nombres;

2° la demande d'aide comporte, sous peine d'irrecevabilité, les éléments suivants :

- a) le plan de promotion de l'œuvre audiovisuelle;
- b) la liste prévisionnelle des lieux dans lesquels l'œuvre audiovisuelle sera projetée;
- c) la date de sortie de l'œuvre audiovisuelle;
- d) le budget de promotion de l'œuvre audiovisuelle;
- e) la date du premier jour de tournage;
- f) la grille de critères culturels, artistiques et techniques, telle que déterminée par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle, complétée;
- g) une copie de l'œuvre audiovisuelle sur support numérique.

#### Section 3. — L'aide à la promotion salles potentiel élevé

Art. 43. L'aide à la promotion salles potentiel élevé peut être octroyée aux longs métrages et aux documentaires de création d'une durée supérieure à soixante minutes et aux Films Lab d'une durée supérieure à soixante minutes.

Art. 44. Pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion salles potentiel élevé, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° l'œuvre audiovisuelle est diffusée, en première semaine d'exploitation, dans un nombre minimum de séances publiques payantes dans des salles de cinéma situées sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-capitale. Le Gouvernement arrête ledit nombre;

2° le distributeur s'engage à participer financièrement à hauteur du montant de l'aide à la promotion demandé;

3° la demande d'aide comporte, sous peine d'irrecevabilité, les éléments suivants :

- a) le plan de promotion de l'œuvre audiovisuelle;
- b) la liste prévisionnelle des salles de cinéma dans lesquelles l'œuvre audiovisuelle sera projetée;
- c) la date de sortie de l'œuvre audiovisuelle;
- d) le nombre de séances en première semaine d'exploitation;
- e) le budget de promotion de l'œuvre audiovisuelle;
- f) la date du premier jour de tournage;
- g) la grille de critères culturels, artistiques et techniques, telle que déterminée par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle, complétée;
- h) l'engagement du distributeur d'apporter la participation financière visée au 2°;
- i) une copie de l'œuvre audiovisuelle sur support numérique. »

**Art. 18.** A l'article 44/1 du même décret, inséré par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, le mot « auteurs- » est inséré entre les mots « aux producteurs, » et « réalisateurs ».

**Art. 19.** L'intitulé du chapitre II du titre V/I du même décret est complété par les mots « ou de documentaires de création d'une durée supérieure à soixante minutes »

**Art. 20.** A l'article 45 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa premier est complété par les mots « et aux documentaires de création d'une durée supérieure à soixante minutes »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « La nature de ces primes au réinvestissement est une subvention ».

**Art. 21.** Aux articles 46, 47, alinéa premier, 48 et 52 du même décret, les mots « de longs métrages » sont remplacés par les mots « visée au présent chapitre ».

**Art. 22.** A l'article 47 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est complété par les mots « ou une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen ayant la qualité de scénariste ou d'auteur-réalisateur. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen »;

2° au 2°, les mots « du long métrage » sont remplacés par les mots « de l'œuvre audiovisuelle »;

3° le 3° est abrogé;

4° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4°. diffuser l'œuvre audiovisuelle dans les salles de cinéma ou lieux de diffusion reconnus relevant de la compétence de la Communauté française avec les génériques de début et fin, dans une version conforme à la copie zéro; »;

5°. au 5°, le mot « projections » est remplacé par le mot « diffusions »;

**Art. 23.** L'article 49 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 49 § 1<sup>er</sup>. Le montant de la prime au réinvestissement est calculé en additionnant le nombre d'entrées payantes comptabilisées pour l'œuvre audiovisuelle dans les salles de cinéma au nombre d'entrées comptabilisées dans les lieux de diffusion reconnus.

Le nombre obtenu à l'alinéa premier est multiplié par un prix fictif par entrée déterminé par le Gouvernement selon une grille de critères établis sur base des caractéristiques artistiques et techniques de réalisation des œuvres audiovisuelles.

Les résultats obtenus au deuxième alinéa sont pondérés de la manière suivante :

- de 0 à 30.000 entrées : 100%;
- de 30.001 entrées à 80.000 entrées : 75%;
- de 80.001 entrées à 150.000 entrées : 50 %;
- plus de 150.000 entrées : 25 %.

§ 2. Le montant de la prime au réinvestissement obtenu au paragraphe 1<sup>er</sup> est majoré d'un pourcentage dès que l'une des conditions suivantes est remplie :

- l'œuvre audiovisuelle a été vendue pour un montant minimum auprès d'éditeurs de services télévisuels, de dvd, et de vidéo à la demande ou a été visionnée par un nombre minimum de téléspectateurs;
- l'œuvre audiovisuelle a été sélectionnée dans un nombre minimum de festivals selon les conditions déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête le pourcentage et les minimas visés à l'alinéa précédent.

§ 3. Les entrées relatives aux diffusions postérieures à la date d'introduction de la demande de prime au réinvestissement sont seules prises en considération.

§ 4. Si le total des primes calculées en vertu des §§ 1<sup>er</sup> à 2 pour toutes les œuvres audiovisuelles éligibles est supérieur à l'enveloppe budgétaire attribuée aux primes au réinvestissement, le montant de chaque prime est réduit proportionnellement de manière à ce que le total des primes adaptées soit égal à l'enveloppe budgétaire attribuée aux primes au réinvestissement. ».

**Art. 24.** L'article 50 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50. Le montant de la prime au réinvestissement visée au présent chapitre est réparti comme suit :

- soixante pour cent pour le producteur de l'œuvre audiovisuelle;
- vingt-cinq pour cent pour le distributeur de l'œuvre audiovisuelle;
- quinze pour cent pour l'auteur de l'œuvre audiovisuelle. Ce montant est, le cas échéant, réparti de manière égale entre le scénariste et l'auteur-réalisateur. ».

**Art. 25.** L'article 51 du même décret, remplacé par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. § 1<sup>er</sup>. La prime au réinvestissement visée au présent chapitre est octroyée :

1° au producteur d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la création d'une nouvelle œuvre audiovisuelle d'art et essai telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, 13°, qui remplit les conditions de l'article 44/2.

2° au distributeur d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la distribution d'une nouvelle œuvre audiovisuelle d'art et essai telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, 13°, qui remplit les conditions de l'article 44/2, et à la condition que la somme reçue soit majorée de cinquante pour cent par un apport propre du distributeur.

3° à l'auteur-réalisateur/scénariste d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la création d'une nouvelle œuvre audiovisuelle d'art et essai telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, 13° qui remplit les conditions de l'article 44/2.

Si le montant de la prime au réinvestissement est supérieur à 1.000 €, l'auteur-réalisateur/scénariste doit remettre au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, au plus tard 36 mois après la notification de la décision d'octroi de la prime au réinvestissement, un travail d'écriture comprenant un traitement ou un projet de scénario.

§ 2. Les réinvestissements doivent s'opérer dans les trois ans suivant l'octroi de l'aide. »

**Art. 26.** L'intitulé du chapitre III du même décret est complété par les mots « ou de documentaires de création d'une durée inférieure ou égale à soixante minutes ».

**Art. 27.** L'article 53 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 53. Sur la base des conditions d'octroi définies au présent chapitre, le Gouvernement octroie des primes au réinvestissement aux courts-métrages et aux documentaires de création d'une durée inférieure ou égale à soixante minutes.

La nature de ces primes au réinvestissement est une subvention. »

**Art. 28.** Aux articles 54, 55, paragraphe 1<sup>er</sup>, 57, 58, 59 et 60 du même décret, les mots « de courts-métrages » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « visée au présent chapitre ».

**Art. 29.** A l'article 55, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les termes « la qualité de scénariste ou de réalisateur » sont remplacés par les termes « la qualité de scénariste ou d'auteur-réalisateur »;

2° au 2°, les mots « du court-métrage » sont remplacés par les mots « de l'œuvre audiovisuelle »;

3° au 3°, le *b*) est complété par les mots « ou avoir été visionnée par un nombre minimum de téléspectateurs »;

4° le 4° est abrogé;

5° le 5° est remplacé par ce qui suit : « 4° diffuser l'œuvre audiovisuelle avec les génériques de début et fin, dans une version conforme à la copie zéro; ».

**Art. 30.** L'article 56 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 56. Par année, ne peuvent donner lieu à l'octroi d'une prime au réinvestissement visée au présent chapitre :

1° plus de deux épisodes d'une même série de courts-métrages ou de documentaires de création d'une durée inférieure ou égale à soixante minutes;

2° plus de deux courts-métrages ou documentaires de création d'une durée inférieure ou égale à soixante minutes d'un même réalisateur;

3° plus de cinq courts-métrages ou documentaires de création d'une durée inférieure ou égale à soixante minutes d'un même producteur d'œuvres audiovisuelles. »

**Art. 31.** A l'article 57, alinéa premier du même décret, les mots « les courts-métrages » sont remplacés par les mots « les œuvres audiovisuelles ».

**Art. 32.** A l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1°. Les mots « du court-métrage » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « de l'œuvre audiovisuelle »;

2°. Le mot « le réalisateur » est remplacé par le mot « l'auteur-réalisateur ».

**Art. 33.** A l'article 59 du même décret, modifié par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1°. Le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - soit sous forme de remboursement servant à couvrir les dépenses audiovisuelles éligibles déterminées par le Gouvernement selon le type de bénéficiaire »;

2°. Au deuxième tiret, les mots « article 1<sup>er</sup>, 8° » sont remplacés par les mots « article 1<sup>er</sup>, 13° ».

**Art. 34.** A l'article 61 du même décret, les mots « un contrat-programme d'une durée de cinq ans ou une convention d'une durée de deux ans » sont remplacés par les mots « une convention d'une durée de deux ans ou de quatre ans ».

**Art. 35.** A l'article 64 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « d'une durée de deux ans » sont ajoutés entre les mots « convention » et « , l'atelier »;

2° le 4° est abrogé.

**Art. 36.** Aux articles 65, 80 et 89, les mots « d'un contrat-programme » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « d'une convention durée de quatre ans ».

**Art. 37.** Aux articles 66 § 1<sup>er</sup>, 3°, 69, 2°, 75, 5°, 81, 3°, 84, 2°, 90, 3°, 93, 2°, 98, 3° et 101, 2°, le mot « pôles » est à chaque fois remplacé par le mot « secteurs ».

**Art. 38.** A l'article 66 du même décret, modifié par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « ou du contrat-programme » sont supprimés;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup>, 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un rapport d'activités des trois précédentes années. »;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement détermine :

- l'année pour laquelle une demande d'aide peut être déposée, selon qu'il s'agit d'une convention d'une durée de deux ans ou de quatre ans;

- la date limite de dépôt de demande d'aide. »

**Art. 39.** Aux articles 68, § 2, alinéa premier, 83, § 2, alinéa premier et 92, § 2, alinéa premier les mots « le contrat-programme » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « la convention d'une durée de quatre ans ».

**Art. 40.** A l'article 67 du même décret, les mots « pertinence du dossier » sont remplacés par les mots « cohérence des éléments constitutifs de la demande d'aide ».

**Art. 41.** Aux articles 67 § 2, 82 § 2 et 91 § 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « d'un contrat-programme en convention » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « d'une convention d'une durée de quatre ans en convention d'une durée de deux ans »

2° les mots « proposer de » sont insérés entre les mots « peut » et « requalifier ».

**Art. 42.** A l'article 68 du même décret, modifié par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « d'une durée de deux ans » sont ajoutés entre les mots « convention » et « contient »;

2° au paragraphe 2, 1°, les mots « du contrat-programme » sont remplacés par les mots « de la convention d'une durée de quatre ans ».

**Art. 43.** A l'article 69, 3°, les mots « dévolus à l'atelier » sont remplacés par les mots « inscrits dans la convention ».

**Art. 44.** Dans le titre VI, chapitre I<sup>er</sup>, du même décret, la section VI contenant l'article 70 est abrogée.

**Art. 45.** Dans le titre VI, chapitre I<sup>er</sup>, du même décret, la section VII contenant l'article 71 est abrogée.

**Art. 46.** A l'article 72 du même décret, le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine :

- l'année pour laquelle une demande d'aide peut être déposée selon qu'il s'agit d'une demande portant sur une convention d'une durée de deux ans ou de quatre ans;

- la date limite de dépôt de la demande d'aide. »

**Art. 47.** A l'article 73 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa premier est complété par ce qui suit : « Pour l'application du présent chapitre, est assimilée à un long métrage, la fiction ou l'animation qui répond cumulativement aux conditions suivantes :

- être destinée aux enfants de moins de dix ans

- dont la destination est en priorité la diffusion dans les salles de cinéma

- dont la durée est de minimum trente minutes. »

2° l'alinéa 2 est complété par ce qui suit : « dont les modalités sont fixées dans une convention d'une durée de deux ans ou de quatre ans ».

**Art. 48.** A l'article 74 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa premier, le mot « aide » est remplacé par les mots « convention d'une durée de deux ans »;

2° l'article est complété par ce qui suit : « 6° ne pas bénéficier d'une aide au titre de structure de diffusion d'œuvres audiovisuelles et/ou ne pas avoir déposé de demande de soutien à ce titre l'année en cours. »

**Art. 49.** Dans le même décret, il est inséré un article 74/1 rédigé comme suit :

« Art. 74/1. Pour pouvoir bénéficier d'une convention d'une durée de quatre ans, outre les conditions visées à l'article 74, 1° à 5°, le distributeur d'œuvres audiovisuelles doit avoir bénéficié d'une convention pendant les deux années précédant l'année pour laquelle l'aide est demandée. »

**Art. 50.** L'article 75 du même décret, remplacé par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 75. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1° une copie des statuts de l'opérateur;

2° le choix motivé du demandeur de solliciter une convention de deux ans ou quatre ans;

3° une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée (ligne éditoriale, activités, objectifs visés en termes de promotion et de distribution d'œuvres audiovisuelles d'art et essai et d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone, collaborations);

4° pour une demande de convention d'une durée de quatre ans, le rapport d'activités des trois précédentes années, comprenant plus spécifiquement :

- la liste de toutes les œuvres audiovisuelles nouvelles distribuées, des œuvres audiovisuelles d'art et essai et des œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone;

- pour chaque œuvre audiovisuelle : le titre original, le réalisateur, la nationalité, la durée, l'année de production, la date de sortie en Belgique, le nombre de copies en exploitation en Belgique, les langues de sous-titrage/doublage, le cas échéant, les mesures d'audiodescription, les salles où l'œuvre a été exploitée, le nombre d'entrées réalisées en Belgique arrêté au 31 mars de l'année suivant la sortie, le box-office, la liste des dépenses liées à la sortie et les actions spécifiques organisées pour la sortie.

5° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur. Si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités, il doit également fournir la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre;

6° pour la durée de la convention :

- le plan financier du projet, en ce compris la part de budget dédiée à la promotion des œuvres audiovisuelles;

- le volume d'activités auquel s'engage le demandeur, en ce compris une fourchette du nombre de films art et essai d'initiative belge francophone à distribuer, le sous-titrage ou le doublage, les actions spécifiques et les actions périphériques;

- la politique d'accès au public;

- le volume d'emploi de la structure. »

**Art. 51.** L'article 76 du même décret, modifié par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 76. § 1<sup>er</sup>. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide et sur son montant. A cette fin, elle apprécie, sur la base des documents prévus à l'article 75, les critères d'évaluation suivants :

1° la pertinence du projet présenté compte tenu des objectifs de l'aide, à savoir favoriser la distribution d'œuvres audiovisuelles d'art et essai, et plus particulièrement des œuvres d'initiative belge francophone dans les salles de cinéma situées sur le territoire de la région de langue française et sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

- 2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;
- 3° la qualité du projet, évaluée notamment sur base des activités de distribution d'œuvres audiovisuelles menées les années précédant la demande;
- 4° le volume d'activités;
- 5° la spécificité du projet en termes de ligne éditoriale, d'actions menées et de relations avec la presse;
- 6° l'adéquation entre le montant de l'aide demandé et le projet.

§ 2. Sur la base des éléments et critères visés aux articles 75 et 76 § 1<sup>er</sup>, la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels peut proposer de requalifier une demande de convention pour une durée de quatre ans en demande de convention pour une durée de deux ans. ».

**Art. 52.** Dans la section II du chapitre II du titre VI, il est inséré une sous-section *3bis* intitulée « Contenu ».

**Art. 53.** Dans la sous-section *3bis* insérée par l'article 52, il est inséré un article 76/1 rédigé comme suit :

« Art. 76/1. § 1<sup>er</sup>. La convention d'une durée de deux ans contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;
- 3° les missions et les objectifs du distributeur liés à ses activités spécifiques;
- 4° les engagements d'équilibre financier du distributeur;
- 5° les modalités de suspension, de modification, de résiliation et de renouvellement de la convention;
- 6° le délai dans lequel le distributeur transmet son rapport d'activité et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti;
- 7° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française. »

§ 2. Outre les éléments visés au § 1<sup>er</sup>, la convention d'une durée de quatre ans contient les éléments suivants :

1° pour la durée de la convention :

- a) le volume d'emploi;
- b) le volume d'activités prévues;

**Art. 54.** A l'article 77 du même décret, les mots « dévolus aux distributeurs d'œuvres audiovisuelles » sont remplacés par les mots « inscrits dans la convention ».

**Art. 55.** Dans le titre VI, chapitre II du même décret, il est inséré une section II bis intitulée « Aides aux structures de diffusion d'œuvres audiovisuelles ».

**Art. 56.** Dans la section II bis insérée par l'article 55, il est inséré une sous-section 1, intitulée « Généralités ».

**Art. 57.** Dans la sous-section 1 insérée par l'article 56, il est inséré un article 77/1 rédigé comme suit :

« Art. 77/1. Après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement peut octroyer une aide aux structures de diffusion d'œuvres audiovisuelles.

La nature de l'aide est une subvention dont les modalités sont fixées dans une convention d'une durée de deux ans ou de quatre ans. »

**Art. 58.** Dans la section II bis insérée par l'article 55, il est inséré une sous-section 2, intitulée « Conditions d'octroi ».

**Art. 59.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 58, il est inséré un article 77/2 rédigé comme suit :

« Art. 77/2. Pour pouvoir bénéficier d'une convention d'une durée de deux ans, la structure de diffusion d'œuvres audiovisuelles doit remplir les critères de recevabilité suivants :

- 1° être une personne morale;
- 2° par ses activités, s'engager en faveur de la diversité culturelle;
- 3° avoir pour objectif principal la diffusion et la promotion du cinéma en général, dans une démarche de valorisation de la pluralité des expressions, et plus particulièrement des œuvres audiovisuelles d'art et essai belges d'initiative belge francophone;
- 4° par ses activités et les moyens dont elle dispose, favoriser auprès d'un large public la diffusion d'œuvres audiovisuelles d'art et essai et plus particulièrement d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone dans plus particulièrement d'œuvres audiovisuelles d'initiatives belge francophone dans des lieux de projection situés sur le territoire de la région de langue française ou sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 5° ne pas bénéficier d'une aide au titre de distributeur d'œuvres audiovisuelles et/ou ne pas avoir déposé de demande de soutien à ce titre l'année en cours. »

**Art. 60.** Dans la sous-section 2, insérée par l'article 58, il est inséré un article 77/3 rédigé comme suit :

« Art. 77/3. Pour pouvoir bénéficier d'une convention d'une durée de quatre ans, outre les conditions visées à l'article 77/2, 1° à 4°, la structure de diffusion d'œuvres audiovisuelles doit avoir bénéficié d'une convention pendant les deux années précédant l'année pour laquelle l'aide est demandée. »

**Art. 61.** Dans la sous-section 2 insérée par l'article 58, il est inséré un article 77/4 rédigé comme suit :

« Art. 77/4. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

- 1° une copie des statuts de l'opérateur;
- 2° le choix motivé du demandeur de solliciter une convention de deux ans ou quatre ans;
- 3° une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée (ligne éditoriale, activité, objectifs visés en termes de diffusion d'œuvres audiovisuelles d'art et essai et d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone, collaborations);

4° pour une demande de convention d'une durée de quatre ans, le rapport d'activités des 3 précédentes années, comprenant plus spécifiquement :

- la liste des œuvres audiovisuelles diffusées;
- pour chaque œuvre audiovisuelle : les lieux de diffusion et les publics touchés;
- les actions spécifiques développées par l'opérateur;
- les synergies mises en place pour faciliter la diffusion des œuvres.

5° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur. Si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités, il doit également fournir la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre;

6° pour la durée de la convention :

- le plan financier du projet;
- le volume d'activités auquel s'engage le demandeur, en ce compris une fourchette du nombre d'œuvres audiovisuelles à diffuser et des lieux de diffusion visés, les actions spécifiques envisagées et les collaborations;
- le plan de promotion et de diffusion du projet;
- la description des publics visés;
- la politique d'accès au public;
- le volume d'emploi de la structure. »

**Art. 62.** Dans la section II bis, insérée par l'article 55, il est inséré une sous-section 3, intitulée « Procédure d'octroi ».

**Art. 63.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 62, il est inséré un article 77/5 rédigé comme suit :

« Art. 77/5. § 1<sup>er</sup>. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide et sur son montant. A cette fin, elle apprécie, sur la base des documents prévus à l'article 77/4, les critères d'évaluation suivants :

1° la pertinence du projet présenté compte tenu des objectifs de l'aide, à savoir favoriser la diffusion d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone dans les lieux de projection situés en Belgique et plus particulièrement sur le territoire de la région de langue française ou sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

3° la qualité du projet et sa plus-value pour la promotion et la diffusion du cinéma en Belgique;

4° l'adéquation entre le montant de l'aide demandé et le projet.

§ 2. Sur la base des éléments et critères visés aux articles 77/4 et 77/5, § 1<sup>er</sup>, la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels peut proposer de requalifier une demande de convention pour une durée de quatre ans en demande de convention pour une durée de deux ans. »

**Art. 64.** Dans la section II bis insérée par l'article 55, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Contenu ».

**Art. 65.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 64, il est inséré un article 77/6 rédigé comme suit :

« Art. 77/6. § 1<sup>er</sup>. La convention d'une durée de deux ans contient au minimum les éléments suivants :

1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;

2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;

3° les missions et les objectifs de la structure de diffusion liés à ses activités spécifiques;

4° les engagements d'équilibre financier de la structure de diffusion;

5° les modalités de suspension, de modification, de résiliation et de renouvellement de la convention;

6° le délai dans lequel la structure de diffusion transmet son rapport d'activité et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti.

7° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française. »

§ 2. Outre les éléments visés au § 1<sup>er</sup>, la convention d'une durée de quatre ans contient les éléments suivants :

1° pour la durée de la convention :

- le volume d'emploi;

- le volume d'activités prévues;

**Art. 66.** Dans la section II bis insérée par l'article 55, il est inséré une sous-section 5, intitulée « Evaluation ».

**Art. 67.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 66, il est inséré un article 77/7 rédigé comme suit :

« Art. 77/7. A l'issue de chaque exercice, la structure de diffusion d'œuvres audiovisuelles transmet un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

1° un rapport moral;

2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur. Si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités, il doit également fournir la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre;

3° le respect des missions et objectifs inscrits dans la convention. »

**Art. 68.** Dans l'article 78 du même décret, les mots « un contrat-programme d'une durée de cinq ans ou une convention d'une durée d'un an » sont remplacés par les mots « une convention d'une durée de quatre ans ou de deux ans ».

**Art. 69.** A l'article 79 du même décret, les mots « d'une durée de deux ans » sont insérés entre les mots « convention » et « , l'organisateur ».

**Art. 70.** Aux articles 79, 3° et 88, 3°, les mots « belges d'expression française » sont, à chaque fois, remplacés par les mots « d'initiative belge francophone ».

**Art. 71.** A l'article 80 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux ».

**Art. 72.** A l'article 81 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les mots « soit une convention, soit un contrat-programme » sont remplacés par les mots « soit une convention d'une durée de quatre ans soit une convention d'une durée de deux ans »;

2° au 5°, la première phrase est complétée par les mots « d'une durée de deux ans »;

3° au 6°, première phrase, les mots « un contrat-programme » sont remplacés par les mots « une convention d'une durée de quatre ans »;

4° le 6° a) est remplacé par ce qui suit :

« a) un rapport d'activités des trois précédentes années; »

5° au 6°, b), les mots « du contrat-programme » sont remplacés par les mots « de la convention d'une durée de quatre ans ».

**Art. 73.** A l'article 82 du même décret, les mots « pertinence du dossier » sont remplacés par les mots « la cohérence des éléments constitutifs de la demande ».

**Art. 74.** A l'article 83 du même décret, modifié par le décret de la communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1°. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « d'une durée de deux ans » sont insérés entre les mots « convention » et « contient »;

2°. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3° est remplacé par ce qui suit « les missions et les objectifs de l'organisateur de festivals liés à ses activités spécifiques; »

3°. Au paragraphe 2, 1°, les mots « le contrat-programme » sont remplacés par les mots « la convention d'une durée de quatre ans ».

**Art. 75.** A l'article 84, 3°, les mots « dévolus au festival » sont remplacés par les mots « inscrits dans la convention ».

**Art. 76.** Dans le titre VI, chapitre II, section III du même décret, la sous-section 6 contenant l'article 85 est abrogée.

**Art. 77.** Dans le titre VI, chapitre II, section III, du même décret, la sous-section 7 contenant l'article 86 est abrogée.

**Art. 78.** A l'article 87 du même décret, les mots « d'un contrat-programme valable pour une durée de cinq ans ou d'une convention d'une durée de deux ans » sont remplacés par les mots « d'une convention d'une durée de quatre ans ou d'une durée de deux ans ».

**Art. 79.** A l'article 88 du même décret, le mot « aide » est remplacé par les mots « convention d'une durée de deux ans ».

**Art. 80.** A l'article 90 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les mots « soit une convention, soit un contrat-programme » sont remplacés par les mots « soit une convention d'une durée de quatre ans, soit une convention d'une durée de deux ans »;

2° au 6°, les mots « un contrat-programme » sont remplacés par les mots « une convention d'une durée de quatre ans »;

3° le 6° a) est remplacé par ce qui suit :

« a) un rapport d'activités des trois précédentes années; »

4° au 6° b), les mots « du contrat-programme » sont remplacés par les mots « de la convention ».

**Art. 81.** A l'article 91 § 1<sup>er</sup>, 1° du même décret, les mots « pertinence du dossier visé » sont remplacés par les mots « cohérence des éléments constitutifs de la demande transmis conformément ».

**Art. 82.** A l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « d'une durée de deux ans » sont insérés entre les mots « convention » et « contient »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3° est remplacé par ce qui suit « les missions et les objectifs de l'exploitant de salles de cinéma liés à ses activités spécifiques; »

3° au paragraphe 2, 1°, les mots « le contrat-programme » sont remplacés par les mots « la convention ».

**Art. 83.** A l'article 93 du même décret, les mots « dévolus à l'exploitant de salles de cinéma » sont remplacés par les mots « inscrits dans la convention ».

**Art. 84.** Dans le titre VI, chapitre II, section IV du même décret, la sous-section 6 contenant l'article 94 est abrogée.

**Art. 85.** Dans le titre VI, chapitre II, section IV du même décret, la sous-section 7 contenant l'article 95 est abrogée.

**Art. 86.** Dans l'intitulé de la section V du chapitre 2 du titre VI du même décret et dans les articles 96, alinéas 1 et 2, 98, 1°, 100, 3°, 100, 4°, 100, 6°, 100, 9° et 101, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « structures » est à chaque fois remplacé par le mot « plateformes »;

2° le mot « structure » est à chaque fois remplacé par le mot « plateforme ».

**Art. 87.** A l'article 96 du même décret, l'alinéa 2 est complété par les mots « d'une durée de deux ans ou de quatre ans ».

**Art. 88.** L'article 97 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier d'une convention d'une durée de deux ans, la plateforme de diffusion numérique remplit les critères de recevabilité suivants :

1° être une personne morale

2° avoir pour objet social principal la diffusion et la promotion des œuvres audiovisuelles dans une démarche de valorisation de la pluralité des expressions et plus particulièrement des œuvres audiovisuelles d'art et essai d'initiative belge francophone ou émanant de cinématographies peu diffusées en Communauté française.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier d'une convention d'une durée de quatre ans, outre les conditions visées au § 1<sup>er</sup>, la plateforme de diffusion numérique doit avoir bénéficié d'une convention pendant les deux années précédant l'introduction de la demande. ».

**Art. 89.** A l'article 98 du même décret, le point *d*) du 4° est remplacé par ce qui suit : « *d*) un rapport d'activités des trois précédentes années; ».

**Art. 90.** A l'article 99 du même décret, 1°, les mots « pertinence du dossier » sont remplacés par les mots « cohérence des éléments constitutifs de la demande ».

**Art. 91.** A l'article 100 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le sigle « § 1<sup>er</sup> » est ajouté en tout début d'article;

2° il est inséré entre les mots « la convention » et les mots « contient au minimum » les mots « d'une durée de deux ans »;

3° supprimer le « 5° » et renuméroter en conséquence;

4° il est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Outre les éléments visés au § 1<sup>er</sup>, la convention d'une durée de quatre ans contient les éléments suivants :

1° pour la durée de la convention :

- le volume d'emploi;

- le volume d'activités prévu. »

**Art. 92.** A l'article 101 du même décret, 3°, les mots « dévolus à la structure de diffusion » sont remplacés par les mots « inscrits dans la convention ».

**Art. 93.** Dans le titre VI, chapitre II, section V, du même décret, la sous-section 6 contenant l'article 102 est abrogée.

**Art. 94.** Dans le titre VI du même décret, il est inséré un chapitre III intitulé « aide à la transition. ».

**Art. 95.** Dans le chapitre III inséré par l'article 94 du même décret, il est inséré un article 102/1 rédigé comme suit :

« Art. 102/1. Si, après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement refuse d'octroyer une aide à un opérateur qui bénéficiait, l'année précédant la demande, d'une convention d'une durée de quatre ans, il peut lui octroyer, sous réserve des limites des crédits budgétaires disponibles visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, une aide exceptionnelle destinée à assurer une transition durant l'année qui suit la fin de la convention.

Le Gouvernement détermine le montant et les modalités d'octroi de cette subvention.

Cet article est applicable aux opérateurs audiovisuels dont le contrat-programme arrive à échéance le 31 décembre 2016 ou le 31 décembre 2017. »

**Art. 96.** A l'alinéa 2 de l'article 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels du fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, modifié par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les modifications suivantes sont apportées :

1°. Le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

2°. Les deux dernières phrases sont abrogées.

**Art. 97.** Dans l'article 68*quater* du même arrêté, modifié par le décret du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, 5°, les mots « le multimédia » sont remplacés par les mots « les techniciens »;

2° au paragraphe 5, sixième tiret, les mots « un expert ou professionnel » sont remplacés par les mots « deux experts ou professionnels »;

3° le paragraphe 5 est complété par le tiret suivant : « - un expert ou professionnel justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine du multimédia ».

**Art. 98.** A l'article 68*sexies* du même arrêté, inséré par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « cinquante-cinq » est remplacé par le mot « trente-neuf »;

2° au 1°, le mot « vingt-huit » est remplacé par le mot « vingt »;

3° au 2°, le mot « vingt-trois » est remplacé par le mot « quinze ».

**Art. 99.** Dans le titre VIII, chapitre II du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, il est inséré un article 118/1 rédigé comme suit :

« Art. 118/1. § 1<sup>er</sup>. Les conventions et les contrats-programmes conclus dans le cadre du titre VI prennent fin le 31 décembre 2017 en vue de permettre l'établissement d'un échéancier commun. Toutes les nouvelles conventions à conclure dans le cadre du titre VI débiteront le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et arriveront à échéance le 31 décembre 2019 pour les conventions de deux ans et le 31 décembre 2021 pour les conventions de quatre ans.

§ 2. Les demandes de conventions pour la période 2018-2021 doivent être déposées pour le 10 mai 2017.

§ 3. Les opérateurs dont la convention ou le contrat-programme a pris fin anticipativement en application du § 1<sup>er</sup> et qui n'obtiennent pas le renouvellement pour la période 2018-2021 bénéficient d'une aide au projet durant la ou les années qui restai(en)t à courir de leur convention ou de leur contrat-programme pour autant qu'ils ne soient pas dans une situation qui aurait justifié une suspension, modification ou résiliation de la convention ou du contrat-programme. »

**Art. 100.** Dans le titre VIII, chapitre II du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, il est inséré un article 118/2 rédigé comme suit :

« Art. 118/2. Les distributeurs d'œuvres audiovisuelles visés à la section II du chapitre II du titre VI, qui ont bénéficié d'une subvention pour l'année 2016, en conservent le bénéfice, aux mêmes conditions, pour l'année 2017. »

**Art. 101.** Le présent décret entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

- l'article 17 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017;

- l'article 96 qui entre en vigueur le 11 septembre 2018;

- l'article 98 qui entre en vigueur lors du lancement de l'appel public à candidatures, conformément à l'article 3 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis dans le secteur culturel en vue de remplacer les membres de la Commission de Sélection des films dont le mandat prend fin le 11 septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 février 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

—  
Note

(1) *Session 2016-2017.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 393-1. — Amendements de commission, n° 393-2 — Rapport, n° 393-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 22 février 2017.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30134]

**23 FEBRUARI 2017. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Animatie : audiovisueel werk dat cumulatief beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

- een creatie van de verbeelding zijn, ook al heeft ze tot doel een realiteit weer te geven;

- een geësceneerd werk zijn waarvan de productie op een storyboard steunt, ook voor de filmdelen waarin improvisatie een plaats vindt;

- voor het maken ervan hoofdzakelijk de techniek gebruiken van het opnemen beeldje voor beeldje waarbij beweging wordt gesuggereerd. De gebruikelijke processen zijn : tekenfilms, manipulatie van 2D-objecten, volumeanimatie, synthesebeelden (2D, 3D);

2° Korte film : fictie of animatie die hoofdzakelijk bestemd is voor verspreiding in de bioscoopzalen en waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan zestig minuten;

3° Verdeler van audiovisuele werken : elke rechtspersoon die cumulatief beantwoordt aan de volgende criteria :

- zijn maatschappelijk doel behoort hoofdzakelijk tot de audiovisuele sector en hij stelt administratief of artistiek personeel tewerk met inachtneming van de geldende sociale wetgeving;

- hij beschikt over de rechten die noodzakelijk zijn voor de verdeling van een audiovisueel werk over het betrokken grondgebied;

- hij verdeelt het audiovisuele werk over zijn grondgebied;

- hij moet de daarbij horende verdelingskosten betalen;

4° Verdeler van televisiediensten : elke rechtspersoon die het publiek één of meer televisiediensten ter beschikking stelt op ongeacht welke wijze, inzonderheid door middel van terrestrische radiogolven, de satelliet of een teledistributienetwerk. Het dienstenaanbod kan diensten omvatten die door de persoon zelf worden uitgegeven en diensten die door derden met wie hij contractuele betrekkingen heeft, worden uitgegeven. Als dienstenverdelers worden eveneens beschouwd, elke rechtspersoon die een dienstenaanbod samenstelt, door contractuele betrekkingen met andere verdelers aan te knopen.

5° Creatiedocumentaire : audiovisueel werk dat cumulatief beantwoordt aan de volgende criteria :

- een creatie zijn die een element uit de realiteit voorstelt, buiten de behandeling ervan die tot de animatie kan behoren;

- de visie van een auteur hebben, gekenmerkt door diepgaand nadenken, rijping van het behandelde onderwerp, onderzoek en maken van een script;

- de verwerving van kennis mogelijk maken;

- het onderwerp behandelen, met een duidelijke onderscheiding van een programma met een strikt informatiedoel;

- van duurzaam belang zijn, anders dan als archief;

6° Uitgever van televisiediensten : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de editoriale verantwoordelijkheid voor de keuze van de inhoud van de televisiedienst neemt en die de wijze bepaalt waarop hij wordt georganiseerd.

7° Exploitant van een bioscoopzaal (bioscoopzalen) :

De rechtspersoon die beschikt over een handelsbedrijf met een enkel scherm of met verschillende schermen, op dezelfde plaats en onder dezelfde handelsnaam, met uitsluiting van de polyvalente zalen, de filmclubs en de culturele centra. Worden eveneens als een enkele bioscoopzaal beschouwd, de bedrijven met een enkel scherm of met verschillende schermen, die gelegen zijn op verschillende plaatsen van één zelfde stad en die eigendom zijn van hetzelfde handelsbedrijf of waarvan de programmering van de zalen door dezelfde organisatie wordt verricht.

8° Fictie : het audiovisuele werk dat cumulatief aan de volgende criteria voldoet :

- een creatie van de verbeelding zijn, ook al wil het een realiteit weergeven;

- een geënceneerd werk zijn waarvan de productie steunt op een scenario, ook voor de films die improvisatie vrije uiting geven en waarvan het regisseren, voor het grootste deel van de duur ervan, voornamelijk steunt op de prestatie van uitvoerend kunstenaars;

9° Schoolfilm : audiovisueel werk dat wordt gemaakt door één of meer studenten die ingeschreven zijn in een school voor hoger kunstonderwijs of technisch onderwijs van het beeld, met volledig leerplan;

10° Labfilm : het audiovisuele werk dat, door zijn vorm of zijn inhoud, een visie voorstelt die de vernieuwing of de uitbreiding van de film- en audiovisuele expressie inhoudt, en die afstand doet van de traditionele verhalende schema's, om te komen tot een individueel of ambachtelijk werk, buiten alle normen.

11° Lange film : fictie of animatie die voornamelijk bestemd is voor verspreiding in de bioscoopzalen en waarvan de duur langer is dan 60 minuten.

12° Audiovisueel werk : een geheel van geanimeerde beelden, al dan niet met geluid gepaard gaand, met uitzondering van de volgende categorieën :

- het televisiestudioprogramma, met inbegrip van het programma dat documentaire of fictionele sequenties uitzendt;

- het televisieontspanningsprogramma, met inbegrip van het programma dat een scenario, een encenering of een montage omvat of dat een zekere vorm van realiteit vertoont;

- het televisuele programma dat op fictieve wijze televisiestudioprogramma's vertoont;

- de actualiteitsreportage;

- de informatiemagazine;

- het gewone opnemen, zonder wijziging van de encenering of van de montage, van een levend spektakel, als dat spektakel onafhankelijk van het televisuele programma bestaat.

13° Audiovisueel kunst- en essaywerk : het audiovisuele werk dat voldoet aan ten minste één van de volgende criteria :

- de visie weergeven van een auteur, waarbij de film als een kunstdiscipline wordt beschouwd en bij het maken van het script en het regisseren vooral gepoogd wordt zijn opvatting van het werk trouw te blijven;

- een onderzoeks- of vernieuwingsaspect vertonen op het gebied van de audiovisuele sector;

- recent zijn, en de eisen van de kritiek en de gunst van het publiek verzoenen, en kunnen beschouwd worden als een aanzienlijke bijdrage voor de creatie van audiovisuele werken.

14° Organisator van een filmfestival :

De rechtspersoon die audiovisuele werken programmeert in het kader van een evenement dat in de tijd en de ruimte beperkt is. De manifestatie wordt gekenmerkt door een brede waaier van geprogrammeerde werken en heeft als hoofddoel de verspreiding van de werken zowel naar het grote publiek als naar een nationaal of internationaal professioneel publiek, met het oog op de ontwikkeling en de promotie van de filmsector als kunstdiscipline.

15° Deelneming : bijdrage van het geheel of een deel van de bezoldiging van een persoon die bij het audiovisuele werk betrokken is in de financiering ervan;

16° Producent van audiovisuele werken : de rechtspersoon die cumulatief aan de volgende criteria voldoet :

- waarvan het maatschappelijk doel hoofdzakelijk tot de audiovisuele sector behoort, die administratief of artistiek personeel tewerkstelt met inachtneming van de toepasselijke sociale wetgeving;

- de financiële middelen, het personeel en alle gegevens ter beschikking stellen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van een audiovisueel werk;

- een rechtspersoonlijkheid hebben die verschilt van die van een dienstenuitgever;
- niet op een rechtstreekse of onrechtstreekse wijze over meer dan vijftien procent van het kapitaal van een dienstenuitgever beschikken;
- niet meer dan negentig procent van zijn omzet, gedurende een periode van drie jaar, halen uit de verkoop van de producties aan één zelfde dienstenuitgever;
- waarvan het kapitaal niet rechtstreeks of onrechtstreeks voor meer dan vijftien procent in het bezit is van één dienstenuitgever;
- waarvan het kapitaal niet door meer dan vijftien procent in het bezit is van een maatschappij die rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan vijftien procent van het kapitaal van een dienstenuitgever bezit;

17° Televisieserie : fictie, animatie, creatiedocumentaire met verschillende afleveringen, die prioritair bestemd is voor de uitzending door een televisiedienstenuitgever;

18° Televisiedienst : een dienst die ressorteert onder de editoriale verantwoordelijkheid van een televisiedienstenuitgever waarvan het hoofddoel bestaat in het uitzenden aan het publiek van televisieprogramma's door elektronische communicatienetwerken met het oog op het informeren, ontspannen en opvoeden of het verrichten van een handelscommunicatie;

19° Telefilm : fictie of animatie die prioritair bestemd is voor de uitzending door een televisiedienstenuitgever;

20° Valorisatie : elke materiële en industriële bijdrage van een persoon die bij het audiovisuele werk betrokken is in de financiering ervan."

**Art. 2.** In titel I, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 4/1. De bij dit decreet bedoelde steun valt onder de Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, inzonderheid artikel 54."

**Art. 3.** In de artikelen 5, tweede lid, 14, tweede lid, en 14/1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "de audiovisuele sector" vervangen door de woorden "de filmsector".

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid, tweede streepje, wordt aangevuld als volgt : "(herschrijven van het scenario, opzoekingen, voorbereiding van de financiering, verkenning, bepaling van een promotie- en verdelingsstrategie)";

2° in het derde lid, worden de woorden "artikel 1, 8°" vervangen door de woorden "artikel 1, 13°".

**Art. 5.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt vervangen als volgt : "4° de voorwaarden en de nadere regels voor de in artikel 22/1 bedoelde erkenningsprocedure, naargelang het gaat om de voorlopige erkenning of de definitieve erkenning";

2° het artikel wordt aangevuld als volgt : "6° het maximumaantal aanvragen om steun aan de Filmselectiecommissie voor één zelfde project en één zelfde type steun."

**Art. 6.** In artikel 12, 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "experimentele audiovisuele werken" vervangen door de woorden "labfilms".

**Art. 7.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Na advies van de filmselectiecommissie, kan de Regering steun verlenen voor het schrijven van het scenario van een lange film, een creatiedocumentaire, een telefilm of een televisieserie met animatiefilms of documentaire films".

**Art. 8.** Artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 16. Om voor scenariosteun in aanmerking te kunnen komen, moet de aanvraag om scenariosteun worden ingediend :

- voor de scenariosteun voor een lange film en een animatietelefilm : door een producent van audiovisuele werken of door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte die aan de voorwaarden bepaald door de Regering voldoet. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte;

- voor de scenariosteun voor een televisiereeks van animatiefilms of documentaire films : door een producent van audiovisuele werken;

- voor de scenariosteun voor een creatiedocumentaire :

- a) voor de eerste en tweede creatiedocumentaire : door een producent van audiovisuele werken;

- b) voor de derde of volgende creatiedocumentaire : door een producent van audiovisuele werken of door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte die aan de voorwaarden bepaald door de Regering voldoet. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte."

**Art. 9.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. Na advies van de filmselectiecommissie, kan de Regering steun verlenen voor de ontwikkeling van een lange film of een creatiedocumentaire op grond van door de Regering vast te stellen culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisueel werk.

De aard van de ontwikkelingssteun is een subsidie bestemd voor de in aanmerking komende uitgaven waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld volgens het type audiovisueel werk.

De Regering stelt de minimum- en maximumbedragen vast die kunnen worden toegekend voor het in het eerste lid bedoelde audiovisuele werk."

**Art. 10.** Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 19. Om voor ontwikkelingssteun in aanmerking te komen :

1° moet de aanvraag om ontwikkelingssteun door een producent van audiovisuele werken worden ingediend.

In afwijking van het vorige lid moeten de aanvragen betreffende lange films worden ingediend door een producent van audiovisuele werken, opgericht in de vorm van een handelsvennootschap bepaald in artikel 2, § 2 van het wetboek van vennootschappen;

2° de producent verbindt zich ertoe de volgende bijdrage te leveren :

- minstens dertig procent van het bedrag van de steun voor de creatiedocumentaires, waarvan minstens vijftien procent financiële bijdrage, buiten de deelneming en de valorisatie.”.

- minstens het equivalent van het bedrag van de steun voor lange films waarvan minstens vijftig procent financiële bijdrage, buiten de deelneming en de valorisatie.”.

**Art. 11.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. 22. § 1. Na het advies van de filmselectiecommissie te hebben ingewonnen, kan de Regering productiesteun voor een audiovisueel werk ofwel vóór het begin van de beeldopnames ofwel na het begin van de beeldopnames toekennen in functie van de culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisuele werk bepaald door de Regering.

§ 2. De productiesteun die vóór het begin van de beeldopnames wordt verleend, kan worden verleend voor lange films, korte films, creatiedocumentaires, labfilms, beeldfilms en televisieseries.

De productiesteun die na het begin van de beeldopnames wordt verleend, kan alleen worden verleend aan lange films, korte films, creatiedocumentaires en labfilms.

§ 3. De aard van de productiesteun is een voorschot op de opbrengsten, met uitzondering van de steun bestemd voor de labfilms waarvan de aard een subsidie is.

§ 4. De Regering stelt de minimum- en maximumbedragen vast die kunnen worden toegekend aan het in paragraaf 1 bedoelde audiovisuele werk naargelang het gaat om een eerste, een tweede of volgend audiovisueel werk.

§ 5. Het bedrag van de productiesteun kan niet hoger zijn dan vijftig procent van de globale begroting van de creatiedocumentaire.”.

**Art. 13.** In titel IV, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 22/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 22/1. De productiesteun wordt onderworpen aan een erkenningsprocedure die tot doel heeft na te kijken of het project van audiovisueel werk technisch en financieel haalbaar is en of de gegevens van het erkenningsdossier in overeenstemming zijn met het dossier dat aan de filmselectiecommissie wordt voorgelegd.

De erkenningsprocedure geschiedt in twee fasen : de voorlopige erkenning en de definitieve erkenning.”

**Art. 14.** Artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. 24. Om productiesteun te kunnen krijgen, moet worden voldaan aan de volgende ontvankelijkheidscriteria :

1° de aanvraag om productiesteun moet worden ingediend door :

- een producent van audiovisuele werken die opgericht is als een handelsvennootschap, bepaald bij artikel 2, § 2 van het wetboek van vennootschappen voor de aanvragen betreffende lange films, televisieseries en beeldfilms;

- een producent van audiovisuele werken of een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of een onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte voor de labfilms. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte;

- een producent van audiovisuele werken voor korte films en creatiedocumentaires;

2° de aanvrager moet zich ertoe verbinden de eindproductiedrager die door de Regering naar gelang van het type audiovisueel werk wordt vastgesteld, te gebruiken;

3° a) voor de productiesteun die vóór het begin van de beeldopnames wordt verleend en voor de productiesteun die na het begin van de beeldopnames wordt verleend aan de korte fictiefilms, moet een financieringsdrempel worden vastgesteld voordat de steunaanvraag wordt ingediend. De Regering stelt die drempel vast naargelang :

- van het type audiovisueel werk;

- van de culturele, artistieke en technische criteria van het project dat door de aanvrager wordt voorgelegd;

- van de begroting van het audiovisueel werk;

- het dossier voor de eerste, de tweede of derde keer door de filmselectiecommissie wordt onderzocht.

b) voor de productiesteun die na het begin van de beeldopnames wordt verleend, kan het audiovisuele werk geen productiesteun vooraf hebben gekregen vóór het begin van de beeldopnames.”.

**Art. 15.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 26. Als de Regering vaststelt dat het project van audiovisueel werk in het kader van de erkenningsprocedure wezenlijk wordt gewijzigd, kan ze, na advies van de filmselectiecommissie, de oorspronkelijk toegekende steun intrekken of bevestigen.

De Regering bepaalt :

- de gevallen van wezenlijke wijziging;

- de nadere regels volgens welke een zaak voor de filmselectiecommissie aanhangig wordt gemaakt en de samenstelling ervan;

- de termijn om een advies uit te brengen.”.

**Art. 16.** Artikel 27 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Voor de creatiedocumentaires, wordt het bedrag van de scenariosteun, in voorkomend geval, afgetrokken van de bedragen van de ontwikkelingssteun of van de productiesteun die voor hetzelfde werk op grond van dit decreet worden toegekend.”.

**Art. 17.** Titel V van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“TITEL V. — Promotiesteun

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 28. § 1. Op grond van de in de hoofdstukken II tot IV bepaalde toekenningsvoorwaarden, kan de Regering steun verlenen voor de promotie van audiovisuele werken die beantwoorden aan de definitie van kunst- en essaywerken in de zin van artikel 1, 13°.

§ 2. De aard van de promotiesteun is een subsidie.

§ 3. Er bestaan drie types promotiesteun :

- 1° de steun voor de promotie tijdens festivals;
- 2° de steun voor de organisatie van zaalevenementen;
- 3° de steun voor de promotie bij de vertoning in zalen.

Art. 29. Om de steun te kunnen genieten die overeenkomstig deze titel wordt toegekend, moet het audiovisuele werk voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° ofwel een promotiesteun hebben gekregen, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV;

2° ofwel moet zijn originele versie in de Franse taal opgesteld zijn, behalve mogelijke afwijking die door de Regering wordt toegestaan, op grond van de volgende criteria :

- a) het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap;
- b) de kenmerken van het scenario;
- 3° over een ISAN-identificatienummer beschikken.

Art. 30. De Regering bepaalt :

1° het maximumbedrag dat voor elke promotiesteun kan worden toegekend op grond van :

- a) het type audiovisueel werk;
- b) de culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisueel werk dat door de Regering wordt vastgesteld;
- c) de hoedanigheid van de aanvrager voor de steun voor de promotie bij de eerste vertoning in zalen.

2° de vermeldingen van de Franse Gemeenschap op elk document voor de promotie van de ondersteunde audiovisuele werken;

3° de nadere regels voor de uitbetaling van de steun;

4° de voorwaarden voor het toekennen van een voorschot op de promotiesteun en het bedrag van dat voorschot;

5° de termijn voor de indiening van de aanvraag om steun;

6° de lijst van de erkende verspreidingsplaatsen;

7° de voorwaarden en de nadere regels voor de erkenning van de verdelers.

Art. 31. Voor eenzelfde audiovisueel werk, kan de in hoofdstuk III bedoelde steun niet met de in hoofdstuk IV bedoelde steun worden gecumuleerd.

HOOFDSTUK II. — Steun voor de promotie tijdens festivals

Art. 32. § 1. De steun voor de promotie tijdens festivals heeft tot doel de promotie van een Belgisch audiovisueel werk dat op Franstalig initiatief wordt verwezenlijkt en de internationale uitstraling ervan te ondersteunen.

§ 2. De steun voor de promotie tijdens festivals kan worden toegekend aan korte films, lange films, creatiedocumentaires, labfilms en televisieseries.

Art. 33. De aanvraag om steun voor promotie tijdens festivals wordt door de producent van het audiovisueel werk ingediend.

In afwijking van het eerste lid, kan de aanvraag om steun voor promotie van een schoolfilm tijdens een festival door de regisseur ervan worden ingediend.

Art. 34. § 1. Om de steun voor promotie tijdens festivals te kunnen genieten, moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° het audiovisuele werk wordt geselecteerd in het kader van een festival dat wordt opgenomen in de door de Regering vast te stellen lijst;

2° op straffe van onontvankelijkheid, omvat de aanvraag om steun de volgende gegevens :

a) het bewijs van de officiële selectie van het audiovisueel werk in het kader van een festival dat behoort tot de in 1° bedoelde lijst;

b) een promotieplan;

c) een promotiebegroting;

d) de datum van de eerste dag voor het begin van de opnames;

e) de ingevulde rooster van culturele, artistieke en technische criteria, zoals bepaald door de Regering op grond van het type audiovisueel werk;

f) een kopie van het audiovisueel werk op een digitale drager.

§ 2. Naast de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden, om de steun voor de promotie tijdens festivals te kunnen genieten, moet de televisieserie een productiesteun van het Fonds FWB-RTBF hebben gekregen voor Belgische series, zoals bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2013 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende het instellen van een FWB-RTBF Fonds voor Belgische series.

## HOOFDSTUK III. — Steun voor de organisatie van evenementen in zalen

Art. 35. § 1. De steun voor de organisatie van evenementen in zalen heeft tot doel de promotie en de verspreiding van een audiovisueel werk van Franstalig Belgisch initiatief te ondersteunen.

§ 2. De steun voor de organisatie van evenementen in zalen kan worden toegekend aan lange films, creatiedocumentaires met een langere duur dan veertig minuten en labfilms met een langere duur dan veertig minuten.

Art. 36. De aanvraag om steun van evenementen in zalen wordt door de producent van audiovisuele werken ingediend.

Art. 37. § 1. Om de steun voor de organisatie van evenementen in zalen te kunnen krijgen, moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° het audiovisuele werk heeft een productiesteun gekregen zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV;

2° het audiovisuele werk wordt gedurende een maximumduur van zes maanden vertoond over een minimumaantal openbare evenementssessies op een minimumaantal erkende vertoningsplaatsen gelegen in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. De Regering stelt die aantallen vast;

3° de eerste openbare evenementssessie geschiedt vóór de vertoning van het audiovisueel werk op een televisiedienst van een Franstalig Belgische audiovisuele mediadienst;

4° de aanvraag om steun omvat, op straffe van onontvankelijkheid, de volgende gegevens :

a) een beschrijving van de geplande openbare evenementssessies;

b) een promotieplan;

c) een promotiebegroting;

d) de datum van de eerste opnamedag;

e) de ingevulde rooster met culturele, artistieke en technische criteria, zoals bepaald door de Regering op grond van het type audiovisueel werk;

f) een kopie van het audiovisueel werk op een digitale drager.

§ 2. Onder openbare evenementssessie wordt een sessie verstaan tijdens welke een promotieëvenement plaatsvindt zoals een debat, een concert, een tentoonstelling of elk ander gelijkaardig evenement, met uitsluiting van de vergaderingen die in het kader van een festival worden georganiseerd.

## HOOFDSTUK IV. — Steun voor de promotie bij de eerste vertoning in zalen

## Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 38. § 1. De steun voor de promotie bij de eerste vertoning in bioscoopzalen heeft tot doel de promotie van een Franstalig Belgisch werk in de bioscoopzalen in België te ondersteunen.

§ 2. Er bestaan twee typen steun voor promotie bij de eerste vertoning in bioscoopzalen :

1° de steun voor de promotie bij de eerste vertoning in bioscoopzalen voor de audiovisuele werken met een klassiek potentieel, hierna "steun voor de promotie in zalen klassiek potentieel" genoemd;

2° de steun voor de promotie bij de eerste vertoning in bioscoopzalen voor audiovisuele werken met hoog potentieel, hierna "promotiesteun zalen hoog potentieel" genoemd.

Art. 39. § 1. De aanvraag om steun bij de eerste vertoning in zalen wordt door de erkende verdeler van het audiovisueel werk ingediend.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, bij afwezigheid van een erkende verdeler, kan de aanvraag om steun voor de promotie bij de eerste vertoning in zalen door de producent van het audiovisuele werk worden ingediend.

Art. 40. Voor een zelfde audiovisueel werk kunnen de in dit hoofdstuk bedoelde promotiesteungelden niet worden gecumuleerd.

## Afdeling 2. — Steun voor de promotie in zalen klassiek potentieel

Art. 41. De steun voor de promotie in zalen klassiek potentieel kan worden toegekend aan lange films, creatiedocumentaires met een langere duur dan zestig minuten, labfilms met een langere duur dan zestig minuten en korte films die opgenomen zijn in een programma van korte films met een langere duur dan zestig minuten.

In afwijking van het eerste lid, kan de steun voor de promotie in zalen klassiek potentieel worden toegekend aan korte films die opgenomen zijn in een programma van korte films met een langere duur dan dertig minuten die specifiek bestemd zijn voor kinderen van minder dan tien jaar.

Art. 42. Om de steun voor de promotie in zalen klassiek potentieel te kunnen krijgen, moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° het audiovisuele werk wordt gedurende een periode van zes opeenvolgende maanden vertoond op een minimumaantal sessies in erkende bioscoopzalen of op erkende vertoningsplaatsen gelegen op het Belgische grondgebied, waarvan een minimumaantal sessies in erkende bioscoopzalen of op erkende vertoningsplaatsen gelegen in het Franse taalgebied. Voor de sessies in erkende bioscoopzalen en op erkende vertoningsplaatsen gelegen in het Nederlandse taalgebied, kan een maximumaantal sessies worden opgeteld in het in de eerste zin bedoelde totaal aantal sessies.

De Regering stelt die aantallen vast;

2° de aanvraag om steun omvat, op straffe van onontvankelijkheid, de volgende gegevens :

a) het plan voor de promotie van het audiovisuele werk;

b) de lijst van de plaatsen waar het audiovisuele werk zal worden vertoond;

c) de datum voor de eerste vertoning van het audiovisuele werk in zalen;

d) de begroting voor de promotie van het audiovisuele werk;

e) de eerste opnamedag;

f) de ingevulde rooster met culturele, artistieke en technische criteria, zoals bepaald door de Regering op grond van het type audiovisuele werk;

g) een kopie van het audiovisuele werk op een digitale drager.

## Afdeling 3. — Promotiesteun zalen hoog potentieel

Art. 43. De steun voor de promotie in zalen hoog potentieel kan worden toegekend aan lange films, creatiedocumentaires met een langere duur dan zestig minuten, en labfilms met een langere duur dan zestig minuten.

Art. 44. Om de steun voor de promotie in zalen hoog potentieel te kunnen krijgen, moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° het audiovisuele werk wordt gedurende de eerste week van de exploitatie vertoond op een minimumaantal openbare betaalsessies in bioscoopzalen gelegen in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. De Regering stelt dat aantal vast;

2° de verdeler verbindt zich ertoe zijn financiële bijdrage te leveren tot beloop van het aangevraagde bedrag van de promotiesteun;

3° de aanvraag om steun omvat, op straffe van onontvankelijkheid, de volgende gegevens :

a) het plan voor de promotie van het audiovisuele werk;

b) de lijst van de bioscoopzalen waarin het audiovisuele werk zal worden vertoond;

c) de datum voor de eerste vertoning van het audiovisuele werk in zalen;

d) het aantal sessies in de eerste week van de exploitatie;

e) de begroting voor de promotie van het audiovisuele werk;

f) de eerste opnamedag;

g) de ingevulde rooster met culturele, artistieke en technische criteria, zoals bepaald door de Regering op grond van het type audiovisuele werk;

h) de verbintenis van de verdeler de in 2° bedoelde financiële bijdrage te leveren;

i) een kopie van het audiovisuele werk op een digitale drager.”.

Art. 18. In artikel 44/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt het woord “auteurs” ingevoegd tussen de woorden “producenten” en “regisseurs”.

Art. 19. Het opschrift van hoofdstuk II van titel V/I van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden “of van creatiedocumentaires met een hogere duur dan zestig minuten”.

Art. 20. In artikel 45 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “en creatiedocumentaires met een hogere duur dan zestig minuten”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt : “De aard van die herinvesteringspremies is een subsidie”.

Art. 21. In de artikelen 46, 47, eerste lid, 48 en 52 van hetzelfde decreet, worden de woorden “herinvesteringspremie voor lange films” vervangen door de woorden “in dit hoofdstuk bedoelde herinvesteringspremie”.

Art. 22. In artikel 47 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt aangevuld met de woorden “of een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte” die de hoedanigheid van scenarist of auteur-regisseur hebben. De onderdanen van een staat die geen lid is van de Europese Economische Unie en de staatlozen die de hoedanigheid van ingezetene in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte”;

2° in punt 2° worden de woorden “van de lange film” vervangen door de woorden “van het audiovisuele werk”;

3° punt 3° wordt opgeheven;

4° punt 4° wordt vervangen als volgt :

“punt 4° : het audiovisuele werk in de erkende bioscoopzalen of op de erkende vertoningsplaatsen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, voorstellen, met de begin- en eindgenerieken in een versie die met de nulkopie overeenstemt;”;

5° in punt 5°, wordt in de Franse versie het woord “projections” vervangen door het woord “diffusions”.

Art. 23. Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 49 § 1. Het bedrag van de herinvesteringspremie wordt berekend door het optellen van het aantal betalende bezoekers die voor het audiovisuele werk in de bioscoopzalen worden geboekt en het aantal bezoekers die op de erkende vertoningsplaatsen worden geboekt.

Het in het eerste lid gekregen cijfer wordt vermenigvuldigd met een fictieve prijs voor elke bezoeker die door de Regering wordt bepaald volgens een rooster met criteria die worden vastgesteld op grond van de artistieke en technische kenmerken voor de verwezenlijking van audiovisuele werken.

De in het tweede lid gekregen resultaten worden gewogen als volgt :

- van 0 tot 30.000 bezoekers : 100 %;

- van 30.001 bezoekers tot 80.000 bezoekers : 75 %;

- van 80.001 bezoekers tot 150.000 bezoekers : 50 %;

- meer dan 150.000 bezoekers : 25 %.

§ 2. Het in paragraaf 1 gekregen bedrag van de herinvesteringspremie wordt vermeerderd met een percentage zodra één van de volgende voorwaarden vervuld wordt :

- het audiovisuele werk werd tegen een minimumbedrag verkocht aan uitgevers van televisiediensten, dvd's, video op aanvraag, of werd door een minimumaantal televisiekijkers gezien;

- het audiovisuele werk werd geselecteerd in een minimumaantal festivals volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De Regering stelt het percentage en de in het vorige lid bedoelde minima vast.

§ 3. Alleen het aantal bezoekers betreffende vertoningen die na de datum van indiening van de aanvraag om herinvesteringspremie plaatsvonden, komt in aanmerking.

§ 4. Indien het totaal van de premies die krachtens § 1 en § 2 worden berekend voor alle in aanmerking komende audiovisuele werken hoger is dan de begrotingsenveloppe die voor de herinvesteringspremies werd toegekend, wordt het bedrag van elke premie verhoudingsgewijs zodanig verminderd dat het totaal van de aangepaste premies gelijk is aan de begrotingsenveloppe die wordt toegekend voor de herinvesteringspremies.”.

**Art. 24.** Artikel 50 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 50. Het bij dit hoofdstuk bedoelde bedrag van de herinvesteringspremie wordt verdeeld als volgt :

- zestig percent voor de producent van het audiovisuele werk;
- vijftientig percent voor de verdeler van het audiovisuele werk;
- vijftien percent voor de auteur van het audiovisuele werk. Dit bedrag wordt, in voorkomend geval, op gelijke wijze verdeeld over de scenarist en de auteur-regisseur.”.

**Art. 25.** Artikel 51 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. 51. § 1. De in dit hoofdstuk bedoelde herinvesteringspremie wordt toegekend :

1° aan de producent van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend door een herinvestering te verrichten op een nieuw audiovisueel kunst- en essaywerk, zoals bedoeld in artikel 1, 13°, dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 44/2.

2° aan de verdeler van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend door een herinvestering te verrichten op een nieuw audiovisueel kunst- en essaywerk, zoals bedoeld in artikel 1, 13°, dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 44/2, en op voorwaarde dat het ontvangen bedrag vermeerderd wordt met vijftig percent door een eigen bijdrage van de verdeler.

3° aan de auteur-regisseur/scenarist van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend door een herinvestering te verrichten op de creatie van een nieuw audiovisueel kunst- en essaywerk, zoals bedoeld in artikel 1, 13°, dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 44/2.

Indien het bedrag van de herinvesteringspremie hoger is dan 1.000 €, moet de auteur-regisseur/scenarist aan het “Centre du Cinéma et de l’Audiovisuel” (Centrum voor de film en de audiovisuele sector), uiterlijk 36 maanden na de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de herinvesteringspremie, een scenario-werk voorleggen dat een verwerking of een ontwerp van scenario omvat.

§ 2. De herinvesteringen moeten binnen de drie jaar na de toekenning van de steun worden verricht.”.

**Art. 26.** Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden “of van creatiedocumentaires waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan zestig minuten”.

**Art. 27.** Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 53. Op grond van de in dit hoofdstuk bepaalde toekenningsvoorwaarden, kent de Regering herinvesteringspremies toe voor korte films en creatiedocumentaires waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan zestig minuten.

De aard van de herinvesteringspremies voor korte films is een subsidie.”.

**Art. 28.** In de artikelen 54, 55, paragraaf 1, 57, 58, 59 en 60 van hetzelfde decreet, worden de woorden “voor korte films” telkens vervangen door de woorden “bedoeld bij dit hoofdstuk”.

**Art. 29.** In artikel 55 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, worden de woorden “de hoedanigheid van scenarioschrijver of regisseur” vervangen door de woorden “de hoedanigheid van scenarist of auteur-regisseur”;

2° in 2°, worden de woorden “de korte film” vervangen door de woorden “het audiovisuele werk”;

3° in 3°, wordt *b)* aangevuld met de woorden “of gezien zijn door een minimumaantal televisiekijkers”;

4° punt 4° wordt opgeheven;

5° punt 5° wordt vervangen als volgt : “4° het audiovisuele werk voorstellen, met de begin- en eindgenerieken in een versie die met de nulkopie overeenstemt;”.

**Art. 30.** Artikel 56 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 56. Voor elk jaar, kunnen niet in aanmerking komen voor de toekenning van een herinvesteringspremie bedoeld bij dit hoofdstuk :

1° meer dan twee afleveringen van één zelfde reeks korte films of creatiedocumentaires waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan zestig minuten;

2° meer dan twee korte films of creatiedocumentaires waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan zestig minuten van één zelfde regisseur;

3° meer dan vijf korte films of creatiedocumentaires waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan zestig minuten van één zelfde producent van audiovisuele werken.”.

**Art. 31.** In artikel 57, eerste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden “korte films” vervangen door de woorden “audiovisuele werken”.

**Art. 32.** In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “de korte film” worden vervangen door de woorden “het audiovisuele werk”;

2° het woord “regisseur” wordt vervangen door het woord “auteur-regisseur”.

**Art. 33.** In artikel 59 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste streepje wordt vervangen als volgt :

“- ofwel in de vorm van een terugbetaling tot dekking van de in aanmerking komende audiovisuele uitgaven, bepaald door de Regering volgens het type begunstigde”;

2° in het tweede streepje worden de woorden “artikel 1, 8°” vervangen door de woorden “artikel 1, 13°”.

**Art. 34.** In artikel 61 van hetzelfde decreet worden de woorden “een programma-overeenkomst die een duur van vijf jaar heeft of een overeenkomst die een duur van twee jaar heeft” vervangen door de woorden “een overeenkomst die een duur van twee jaar of van vier jaar heeft”.

**Art. 35.** In artikel 64 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “met een duur van twee jaar” worden na het woord “overeenkomst” toegevoegd;

2° punt 4° wordt opgeheven.

**Art. 36.** In de artikelen 65, 80 en 89, worden de woorden “een programma-overeenkomst” telkens vervangen door “een overeenkomst met een duur van vier jaar”.

**Art. 37.** In de artikelen 66 § 1, 3°, 69, 2°, 75, 5°, 81, 3°, 84, 2°, 90, 3°, 98, 3° en 101, 2°, wordt het woord “activiteitenpool” telkens vervangen door het woord “activiteitensectoren”.

**Art. 38.** In artikel 66 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 4°, worden de woorden “of van de programma-overeenkomst” geschrapt;

2° paragraaf 1, 5°, wordt vervangen als volgt : “5° een activiteitenverslag” van de laatste drie vorige jaren.”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De Regering bepaalt :

- het jaar waarvoor een aanvraag om steun kan worden ingediend, naargelang het gaat om een overeenkomst met een duur van twee jaar of van vier jaar;

- de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om steun.”.

**Art. 39.** In de artikelen 68, § 2, eerste lid, 83, § 2, eerste lid, en 92, § 2, eerste lid, worden de woorden “de programma-overeenkomst” telkens vervangen door de woorden “de overeenkomst met een duur van vier jaar”.

**Art. 40.** In artikel 67 van hetzelfde decreet, worden de woorden “de relevantie van het dossier” vervangen door de woorden “samenhang van de bestanddelen van de aanvraag om steun”.

**Art. 41.** In de artikelen 67, § 2, 82 § 2 en 91 § 2 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “van een programma-overeenkomst omzetten tot een aanvraag betreffende een overeenkomst” worden telkens vervangen door de woorden “van een overeenkomst met een duur van vier jaar omzetten tot een overeenkomst met een duur van twee jaar”.

2° de woorden “kan de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders de aanvraag die betrekking heeft op het verkrijgen van een programma-overeenkomst omzetten tot een aanvraag betreffende een overeenkomst” worden vervangen door de woorden : “kan de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders voorstellen de aanvraag die betrekking heeft op het verkrijgen van een overeenkomst met een duur van vier jaar om te zetten tot een overeenkomst met een duur van twee jaar”.

**Art. 42.** In artikel 68 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden “met een duur van twee jaar” toegevoegd na het woord “overeenkomst”.

2° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden “van de duur van de programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “van de overeenkomst met een duur van vier jaar”.

**Art. 43.** In artikel 69, 3°, worden de woorden “toegekend aan het atelier” vervangen door de woorden “ingeschreven in de overeenkomst”.

**Art. 44.** In titel VI, hoofdstuk I, van hetzelfde decreet, wordt afdeling VI, die artikel 70 omvat, opgeheven.

**Art. 45.** In titel VI, hoofdstuk I, van hetzelfde decreet, wordt afdeling VII, die artikel 71 omvat, opgeheven.

**Art. 46.** In artikel 72 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De Regering bepaalt :

- het jaar waarvoor een aanvraag om steun kan worden ingediend, naargelang het gaat om een aanvraag met betrekking tot een overeenkomst met een duur van twee jaar of van vier jaar;

- de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om steun.”

**Art. 47.** In artikel 73 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : “Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt met een lange film gelijkgesteld, de fictie of de animatie die cumulatief beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

- bestemd zijn voor de kinderen die minder dan tien jaar oud zijn

- prioritair bestemd zijn voor de vertoning in bioscoopzalen

- een duur van minstens dertig minuten hebben.”

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt : “waarvan de nadere regels vastgesteld worden in een overeenkomst met een duur van twee jaar of van vier jaar”.

**Art. 48.** In artikel 74 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord “steun” vervangen door de woorden “overeenkomst met een duur van twee jaar”;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt : “6° geen steun krijgen als structuur voor de vertoning van audiovisuele werken en/of geen aanvraag om steun in die hoedanigheid gedurende het lopende jaar hebben ingediend.”.

**Art. 49.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 74/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 74/1. Om een overeenkomst met een duur van vier jaar te kunnen genieten, moet de verdeler van audiovisuele werken, naast de in artikel 74, 1° tot 5° bedoelde voorwaarden, een overeenkomst hebben genoten gedurende de twee jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de steun wordt aangevraagd.”.

**Art. 50.** Artikel 75 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. 75. De aanvraag om steun omvat de volgende gegevens :

1° een afschrift van de statuten van de operator;

2° de met redenen omklede keuze van de aanvrager een overeenkomst met een duur van twee jaar of vier jaar aan te vragen;

3° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd (editoriale lijn, activiteiten, beoogde doelstellingen op het gebied van promotie en verdeling van audiovisuele kunst- en essaywerken van Franstalig Belgisch initiatief, medewerkingsverbanden);

4° voor een aanvraag om overeenkomst met een duur van vier jaar, het activiteitenverslag van de laatste drie jaar, dat inzonderheid de volgende gegevens omvat :

- de lijst van de verdeelde nieuwe audiovisuele werken, de audiovisuele kunst- en essaywerken en de audiovisuele werken van Franstalig Belgisch initiatief;

- voor elk audiovisueel werk : originele titel, regisseur, nationaliteit, duur, productiejaar, datum van eerste vertoning in bioscoopzalen in België, aantal kopieën die thans in België worden geëxploiteerd, talen van de ondertiteling/nasynchronisatie, in voorkomend geval, audiodescriptie, zalen waarin het werk werd geëxploiteerd, aantal bezoekers in België, vastgesteld op 31 maart van het jaar volgend op de eerste vertoning in zalen, box office, lijst van de uitgaven in verband met de eerste vertoning in zalen en de specifieke acties die worden georganiseerd voor de eerste vertoning in zalen.

5° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, vastgesteld overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake boekhouding. Indien de operator verschillende activiteitensectoren ontwikkelt, moet hij ook de lijst van ontvangsten en uitgaven leveren betreffende de activiteiten bedoeld bij dit hoofdstuk;

6° voor de duur van de overeenkomst :

- het financieel plan van het project, met inbegrip van het aandeel van de begroting dat bestemd is voor de promotie van de audiovisuele werken;

- het activiteitsvolume waartoe de aanvrager zich verbindt, met inbegrip van het maximaal aantal en het minimaal aantal kunst- en essayfilms van Franstalig Belgisch initiatief die te verdelen zijn, de ondertiteling of de nasynchronisatie, de specifieke acties en de randacties;

- het beleid inzake toegang van het publiek;

- het aantal betrekkingen van de structuur.”

**Art. 51.** Artikel 76 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

“Art. 76. § 1. De Steuncommissie voor audiovisuele operatoren brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om steun te verlenen en over het bedrag ervan. Daartoe beoordeelt ze, op grond van de in artikel 75 bepaalde documenten, de volgende evaluatiecriteria :

1° de relevantie van het voorgestelde project gezien de doelstellingen inzake steun, inzonderheid de verspreiding van audiovisuele kunst- en essaywerken en, in het bijzonder, de werken van Franstalig Belgisch initiatief in de bioscoopzalen gevestigd op het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad :

2° het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

3° de kwaliteit van het project die inzonderheid geëvalueerd wordt op basis van de activiteiten voor verspreiding van audiovisuele werken die gevoerd worden tijdens de jaren voorafgaand aan de aanvraag;

4° het volume van de activiteiten;

5° de specificiteit van het project inzake de editoriale lijn, de gevoerde acties en de betrekkingen met de pers;

6° de adequatie tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het project.

§ 2. Op basis van de elementen en criteria bedoeld in de artikelen 75 en 76, § 1, kan de Steuncommissie voor audiovisuele operatoren voorstellen om een aanvraag om overeenkomst voor een periode van vier jaar opnieuw te classificeren in een aanvraag om overeenkomst voor een periode van twee jaar.”.

**Art. 52.** In de afdeling II van hoofdstuk II van titel VI wordt een onderafdeling *3bis* ingevoegd, luidend als volgt : “Inhoud”.

**Art. 53.** In onderafdeling *3bis* ingevoegd bij artikel 52 wordt een artikel 76/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 76/1. § 1. De overeenkomst met een duur van twee jaar bevat ten minste de volgende elementen :

1° de datum van het begin en het einde van de geldigheidsduur;

2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;

3° de opdrachten en de doestellingen van de verdeler in verband met zijn specifieke activiteiten;

4° de verbintenissen betreffende het financiële evenwicht van de verdeler;

5° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;

6° de termijn waarin de verdeler zijn activiteitenverslag voorlegt en de sancties als het verslag niet binnen de gestelde termijn wordt ingediend;

7° de nadere regels voor de financiële controle uitgeoefend door de Franse Gemeenschap.”

§ 2. Naast de elementen bedoeld in § 1 bevat de overeenkomst met een duur van vier jaar de volgende elementen :

1° voor de duur van de overeenkomst;

a) het aantal betrekkingen;

b) het aantal voorziene activiteiten;

**Art. 54.** In artikel 77 van hetzelfde decreet worden de woorden “aan de verdelers van audiovisuele werken worden toegekend.” vervangen door de woorden “ingeschreven zijn in de overeenkomst”.

**Art. 55.** Onder titel VI, hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een afdeling IIbis ingevoegd, luidend als volgt “Steun aan de verspreidingsstructuren voor audiovisuele werken”.

**Art. 56.** In afdeling IIbis ingevoegd bij artikel 55 wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt : “Algemene bepalingen”.

**Art. 57.** In onderafdeling 1 ingevoegd bij artikel 56 wordt een artikel 77/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 77/1. Na advies van de Steuncommissie voor de audiovisuele operatoren kan de Regering steun verlenen aan de verspreidingsstructuren voor audiovisuele werken.

De aard van de steun is een subsidie waarvan de nadere regels bepaald worden in een overeenkomst met een duur van twee of vier jaar.”

**Art. 58.** In afdeling IIbis ingevoegd bij artikel 55 wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt “Toekenningsvoorwaarden”.

**Art. 59.** In onderafdeling 2 ingevoegd bij artikel 58 wordt een artikel 77/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 77/2. Om een overeenkomst met een duur van twee jaar te kunnen genieten, moet de verspreidingsstructuur voor audiovisuele werken voldoen aan de volgende ontvankelijkheidscriteria :

1° een rechtspersoon zijn;

2° door haar activiteiten de culturele verscheidenheid aanmoedigen;

3° als hoofddoel hebben de verspreiding en de promotie van film in het algemeen, met het oog op de herwaardering van het expressiepluralisme, en in het bijzonder van de Belgische audiovisuele kunst- en essaywerken van Franstalig Belgisch initiatief;

4° door haar activiteiten en de middelen waarover ze beschikt, de verspreiding van audiovisuele kunst- en essaywerken bij een groot publiek aanmoedigen en in het bijzonder van audiovisuele werken van Franstalig Belgisch initiatief op de vertoningsplaatsen gevestigd op het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad :

5° geen steun genieten als verdeler van audiovisuele werken en/of geen steunaanvraag daaromtrent tijdens het lopende jaar ingediend hebben.”

**Art. 60.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 58, wordt een artikel 77/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 77/3. Om een overeenkomst met een duur van vier jaar te kunnen genieten, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 77/2, 1° tot 4° moet de verspreidingsstructuur voor audiovisuele werken over een overeenkomst hebben beschikt tijdens de twee jaar voorafgaand aan het jaar waarin de steun aangevraagd wordt.”

**Art. 61.** In onderafdeling 2 ingevoegd bij artikel 58 wordt een artikel 77/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 77/4. De aanvraag om steun bevat de volgende elementen :

1° een afschrift van de statuten van de operator;

2° de gemotiveerde keuze van de aanvrager om een overeenkomst van twee of vier jaar aan te vragen;

3° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd (editoriale lijn, activiteit, beoogde doelstellingen inzake verspreiding van audiovisuele kunst- en essaywerken van Franstalig Belgisch initiatief, samenwerkingsverbanden);

4° voor een aanvraag om overeenkomst met een duur van vier jaar, het activiteitenverslag van de 3 vorige jaren, met in het bijzonder :

- de lijst van de verspreide audiovisuele werken;

- voor elk audiovisueel werk : de vertoningsplaatsen en het doelpubliek;

- de specifieke acties ontwikkeld door de operator;

- de synergiën die ingevoerd worden om de verspreiding van werken te vergemakkelijken;

5° de balansen en resultatenrekeningen van het afgelopen boekjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake boekhouding. Als de operator verschillende activiteitensectoren ontwikkelt, moet hij ook de lijst van ontvangsten en uitgaven betreffende de activiteiten bedoeld in dit hoofdstuk bezorgen :

6° voor de duur van de overeenkomst :

- het financieel plan van het project;

- het aantal activiteiten waartoe de aanvrager zich verbindt, met inbegrip van een marge tussen het aantal audiovisuele werken die vertoond moeten worden en de bedoelde vertoningsplaatsen, de geplande specifieke acties en de samenwerkingen;

- het plan voor de promotie en verspreiding van het project;

- de beschrijving van het doelpubliek;

- het beleid inzake toegang tot het publiek;

- het aantal betrekkingen van de structuur.”

**Art. 62.** In afdeling IIbis, ingevoegd bij artikel 55, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt :  
"Toekenningsprocedure".

**Art. 63.** In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 62, wordt een artikel 77/5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 77/5. § 1. De Steuncommissie voor audiovisuele operatoren brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om steun te verlenen en over het bedrag ervan. Daartoe analyseert ze, op basis van de documenten bedoeld in artikel 77/4, de volgende evaluatiecriteria :

1° de relevantie van het voorgelegde project gezien de doelstellingen van de steun, inzonderheid de verspreiding van audiovisuele werken van Franstalig Belgisch initiatief aanmoedigen op de vertoningsplaatsen die in België gevestigd zijn en in het bijzonder op het grondgebied van het Franse taalgebied of op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° het cultureel belang van het project van de Franse Gemeenschap;

3° de kwaliteit van het project en zijn meerwaarde voor de promotie en de verspreiding van de film in België;

4° de adequatie tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het project.

§ 2. Op basis van de elementen en criteria bedoeld in de artikelen 77/4 en 77/5, § 1 kan de Steuncommissie voor de audiovisuele operatoren voorstellen om een aanvraag om overeenkomst voor een duur van vier jaar opnieuw om te zetten in een aanvraag om overeenkomst voor een duur van twee jaar."

**Art. 64.** In afdeling IIbis, ingevoegd bij artikel 55, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt :  
"Inhoud".

**Art. 65.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 64, wordt een artikel 77/6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 77/6. § 1. De overeenkomst met een duur van twee jaar bevat ten minsten de volgende elementen :

1° de datum van het begin en het einde van de geldigheidsduur;

2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;

3° de opdrachten en doelstellingen van de verspreidingsstructuur in verband met haar specifieke activiteiten;

4° de verbintenissen inzake het financieel evenwicht van de verspreidingsstructuur;

5° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;

6° de termijn waarin de verspreidingsstructuur haar activiteitenverslag voorlegt en de sancties als het verslag niet binnen de gestelde termijn wordt ingediend;

7° de nadere regels voor de financiële controle uitgeoefend door de Franse Gemeenschap."

§ 2. Naast de elementen bedoeld in § 1 bevat de overeenkomst van een duur van vier jaar de volgende elementen :

1° voor de duur van de overeenkomst;

a) het aantal betrekkingen;

b) het aantal voorziene activiteiten.

**Art. 66.** In de afdeling IIbis ingevoegd bij artikel 55, wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt  
"Evaluatie".

**Art. 67.** In de onderafdeling 5 ingevoegd bij artikel 66 wordt een artikel 77/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 77/7. Na elk boekjaar bezorgt de verspreidingsstructuur voor de audiovisuele werken een activiteitenverslag dat ten minste de volgende elementen bevat :

1° een moreel verslag;

2° de balansen en resultatenrekeningen van het afgelopen boekjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake boekhouding. Indien de operator meerdere activiteitensectoren ontwikkelt, moet hij ook de lijst indienen van de ontvangsten en de uitgaven met betrekking tot de activiteiten bedoeld in dit hoofdstuk;

3° de vervulling van de opdrachten en doelstellingen ingeschreven in de overeenkomst."

**Art. 68.** In artikel 78 van hetzelfde decreet worden de woorden "een programma-overeenkomst met een duur van vijf jaar of een overeenkomst met een duur van één jaar" vervangen door de woorden "een overeenkomst met een duur van vier jaar of twee jaar".

**Art. 69.** In artikel 79 van hetzelfde decreet worden de woorden "met een duur van twee jaar" ingevoegd tussen de woorden "overeenkomst" en "te kunnen genieten".

**Art. 70.** In de artikelen 79, 3° en 88, 3° worden de woorden "Franstalige Belgische" telkens vervangen door de woorden "van Franstalig Belgisch initiatief".

**Art. 71.** In artikel 80 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee".

**Art. 72.** In artikel 81 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 4° worden de woorden "ofwel een overeenkomst ofwel een programma-overeenkomst" vervangen door de woorden "ofwel een overeenkomst met een duur van vier jaar ofwel een overeenkomst met een duur van twee jaar";

2° in 5° wordt de eerste zin aangevuld met de woorden "met een duur van twee jaar";

3° in 6°, eerste zin, worden de woorden "een programma-overeenkomst" vervangen door de woorden "een overeenkomst met een duur van vier jaar";

4° 6° a) wordt vervangen als volgt :

"a) een activiteitenverslag van de drie vorige jaren;"

5° in 6°, b) worden de woorden "van de programma-overeenkomst" vervangen door de woorden "van de overeenkomst met een duur van vier jaar".

**Art. 73.** In artikel 82 van hetzelfde decreet worden de woorden “de relevantie van het dossier” vervangen door de woorden “de samenhang tussen de elementen waaruit de aanvraag bestaat”.

**Art. 74.** In artikel 83 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden “met een duur van twee jaar” ingevoegd tussen de woorden “de overeenkomst” en “bevat”;

2° § 1, 3° wordt vervangen als volgt : “de opdrachten en doelstellingen van de organisator van festivals in verband met zijn specifieke activiteiten;”

3° in § 2, 1° worden de woorden “de programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “de overeenkomst met een duur van vier jaar”.

**Art. 75.** In artikel 84, 3° worden de woorden “toegekend aan het festival” vervangen door de woorden “ingeschreven in de overeenkomst”.

**Art. 76.** Onder titel VI, hoofdstuk II, afdeling III van hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 6 met artikel 85 opgeheven.

**Art. 77.** Onder titel VI, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 7 met artikel 86 opgeheven.

**Art. 78.** In artikel 87 van hetzelfde decreet worden de woorden “van een programma-overeenkomst met een duur van vijf jaar of een overeenkomst met een duur van twee jaar” vervangen door de woorden “van een overeenkomst met een duur van vier jaar of met een duur van twee jaar”.

**Art. 79.** In artikel 88 van hetzelfde decreet wordt het woord “steun” vervangen door de woorden “overeenkomst met een duur van twee jaar”.

**Art. 80.** In artikel 90 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 4° worden de woorden “ofwel een overeenkomst ofwel een programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “ofwel een overeenkomst met een duur van vier jaar ofwel een overeenkomst met een duur van twee jaar”;

2° in 6° worden de woorden “een programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “een overeenkomst met een duur van vier jaar”;

3° 6° a) wordt vervangen als volgt :

“a) een activiteitenverslag van de drie vorige jaren;”

4° in 6° b) worden de woorden “van de programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “van de overeenkomst”.

**Art. 81.** In artikel 91, § 1, 1° van hetzelfde decreet worden de woorden “de relevantie van het dossier bedoeld” vervangen door de woorden “samenhang tussen de elementen waaruit de aanvraag bestaat, verzonden overeenkomstig”.

**Art. 82.** In artikel 92 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden “met een duur van twee jaar” ingevoegd tussen de woorden “overeenkomst” en “bevat”;

2° § 1, 3° wordt vervangen als volgt “de opdrachten en doelstellingen van de exploitant van bioscoopzalen in verband met zijn specifieke activiteiten;”

3° in § 2, 1° worden de woorden “de programma-overeenkomst” vervangen door de woorden “de overeenkomst”.

**Art. 83.** In artikel 93 van hetzelfde decreet worden de woorden “toegekend aan de exploitant van bioscoopzalen” vervangen door de woorden “ingeschreven in de overeenkomst”.

**Art. 84.** Onder titel VI, hoofdstuk II, afdeling IV van hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 6 met artikel 94 opgeheven.

**Art. 85.** Onder titel VI, hoofdstuk II, afdeling IV van hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 7 met artikel 95 opgeheven.

**Art. 86.** In het opschrift van de afdeling V van hoofdstuk 2 van titel VI van hetzelfde decreet en in de artikelen 96, eerste en tweede lid, 98, 1°, 100, 3°, 100, 4°, 100, 6°, 100, 9° en 101 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “structuren” wordt telkens vervangen door het woord “platformen”;

2° het woord “structuur” wordt telkens vervangen door het woord “platform”.

**Art. 87.** In artikel 96 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld als volgt “met een duur van twee jaar of vier jaar”.

**Art. 88.** Artikel 97 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Om van een overeenkomst met een duur van twee jaar te kunnen genieten, moet de platform voor de digitale verspreiding aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen :

1° een rechtspersoon zijn;

2° als maatschappelijk hoofddoel de verspreiding en de promotie van de audiovisuele werken hebben, met het oog op de aanmoediging van de pluraliteit van expressie, inzonderheid van de audiovisuele kunst- en essaywerken van Franstalig Belgisch initiatief of werken die komen uit films die in de Franse Gemeenschap weinig verspreid zijn;

§ 2. Om van een overeenkomst met een duur van vier jaar te kunnen genieten, naast de voorwaarden bedoeld in § 1, moet het platform van de digitale verspreiding een overeenkomst hebben genoten tijdens de twee jaren voorafgaand aan de indiening van de aanvraag.”.

**Art. 89.** In artikel 98 van hetzelfde decreet wordt punt *d*) van 4° vervangen als volgt : *d*) een activiteitenverslag van de drie vorige jaren;”.

**Art. 90.** In artikel 99 van hetzelfde decreet, 1°, worden de woorden “relevantie van het dossier” vervangen door de woorden “samenhang tussen de elementen waaruit de aanvraag bestaat”.

**Art. 91.** In artikel 100 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het letterwoord “§ 1” wordt toegevoegd in het begin van het artikel;

2° de woorden “met een duur van twee jaar” worden ingevoegd tussen de woorden “de overeenkomst” en “bevat minstens”;

3° “5” wordt geschrapt en krijgt als gevolg een nieuwe nummering;

4° er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 2. Naast de elementen bedoeld in § 1 bevat de overeenkomst met een duur van vier jaar minstens de volgende elementen :

1° voor de duur van de overeenkomst :

a) het aantal betrekkingen;

b) het aantal voorziene activiteiten.”

**Art. 92.** In artikel 101 van hetzelfde decreet, 3° worden de woorden “toegekend aan de verspreidingsvoorziening” vervangen door de woorden “ingeschreven in de overeenkomst”.

**Art. 93.** Onder titel VI, hoofdstuk II, afdeling V, van hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 6 met artikel 102 opgeheven.

**Art. 94.** Onder titel VI van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt : “Steun voor overgang.”.

**Art. 95.** In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 94 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 102/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 102/1. Indien, na advies van de Steuncommissie voor de audiovisuele operatoren, de Regering steun weigert te verlenen aan een operator die het jaar voorafgaand aan de aanvraag een overeenkomst met een duur van vier jaar genoot, kan ze hem, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten bedoeld in artikel 2, § 1, een uitzonderlijke steun verlenen voor een overgang tijdens het jaar volgend op het einde van de overeenkomst.

De Regering bepaalt het bedrag en de nadere regels voor de toekenning van deze subsidie.

Dit artikel is van toepassing op de audiovisuele operatoren waarvan de programma-overeenkomst ten einde loopt op 31 december 2016 of 31 december 2017.”

**Art. 96.** In het tweede lid van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “drie” wordt vervangen door het woord “twee”;

2° de twee laatste zinnen worden opgeheven.

**Art. 97.** In artikel 68<sup>quater</sup> van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder § 3, 5° worden de woorden “multimedia-gebied” vervangen door de woorden “de technici”;

2° in § 5, zesde streepje, worden de woorden “een deskundige of een professionele” vervangen door de woorden “twee deskundigen of professionelen”;

3° § 5 wordt aangevuld met het volgende streepje : “- een deskundige of professionele die het bewijs levert van bekwaamheid of ervaring op het multimedia-gebied”.

**Art. 98.** In artikel 68<sup>sexies</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “vijfenvijftig” wordt vervangen door het woord “negenendertig”;

2° in 1° wordt het woord “achtentwintig” vervangen door het woord “twintig”;

3° in 2° wordt het woord “drieëntwintig” vervangen door het woord “vijftien”.

**Art. 99.** Onder titel VIII, hoofdstuk II van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt een artikel 118/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 118/1. § 1. De overeenkomsten en de programma-overeenkomsten afgesloten in het kader van Titel VI lopen ten einde op 31 december 2017 zodat een gemeenschappelijk tijdschema opgemaakt kan worden. Alle nieuwe overeenkomsten die afgesloten moeten worden in het kader van titel VI zullen op 1 januari 2018 beginnen en op 31 december 2019 ten einde lopen voor de overeenkomsten van twee jaar en op 31 december 2021 voor de overeenkomsten van vier jaar.

§ 2. De aanvragen om overeenkomsten voor de periode van 2018-2021 moeten voor 10 mei 2017 ingediend worden.

§ 3. De operatoren van wie de overeenkomst of de programma-overeenkomst vervroegd ten einde loopt overeenkomstig § 1 en die geen hernieuwing voor de periode 2018-2021 krijgen, genieten een steun aan het project tijdens het (de) jaar(en) dat (die) bleef(ven) lopen van hun overeenkomst of programma-overeenkomst voor zover ze niet in een toestand verkeren die een schorsing, wijziging of beëindiging van de overeenkomst of programma-overeenkomst zou hebben verantwoord.

**Art. 100.** Onder titel VIII, hoofdstuk II van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt een artikel 118/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 118/2. De verdelers van audiovisuele werken bedoeld in de afdeling II van hoofdstuk II van titel VI, die een subsidie voor het jaar 2016 hebben genoten, behouden het voordeel ervan, onder dezelfde voorwaarden voor het jaar 2017.”.

**Art. 101.** Dit decreet treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

- artikel 17, dat op 1 juli 2017 in werking treedt;

- artikel 96, dat op 11 september 2018 in werking treedt;

- artikel 98, dat in werking treedt bij het lanceren van de openbare oproep tot kandidaten, overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, om de leden van de Filmselectiecommissie te vervangen van wie het mandaat op 11 september 2018 ten einde loopt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 februari 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. Greoli

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. Marcourt

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 393-1. — Commissieamendement, nr. 393-2. — Verslag, nr. 393-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 februari 2017.

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30133]

**8 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel subventionné du 25 octobre 2016 relative au dossier d'information et au rapport sur la manière dont le membre du personnel enseignant des Hautes Ecoles libres confessionnelles engagé à titre temporaire dans un emploi déclaré vacant s'est acquitté de sa tâche, prise en exécution de l'article 135, § 3, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française notamment l'article 177;